

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED
WT/BFA/W/73
15 octobre 2002

(02-5574)

Comité du budget, des finances et de l'administration

RAPPORT DES DIVISIONS SUR LEURS OBJECTIFS ET LEURS DÉPENSES

2001

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
DIRECTION GÉNÉRALE	3
BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
DIVISION DE L'ADMINISTRATION ET DES SERVICES GÉNÉRAUX	5
DÉPENSES COMMUNES DE L'OMC.....	8
DIVISION DES ACCESSIONS.....	9
DIVISION DE L'AGRICULTURE ET DES PRODUITS DE BASE	12
DIVISION DU CONSEIL ET DU CNC	16
DIVISION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE	20
DIVISION DES RELATIONS EXTÉRIEURES	24
DIVISION DE L'INFORMATIQUE	27
DIVISION DE L'INFORMATION ET DES RELATIONS AVEC LES MÉDIAS.....	29
DIVISION DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	33
DIVISION DES SERVICES LINGUISTIQUES ET DE LA DOCUMENTATION	38
DIVISION DES AFFAIRES JURIDIQUES.....	41
DIVISION DE L'ACCÈS AUX MARCHÉS	46
DIVISION DES RÈGLES	52
DIVISION DES STATISTIQUES	57
DIVISION DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE	61
AUDIT DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE	63
DIVISION DES TEXTILES	65
ORGANE DE SUPERVISION DES TEXTILES	68
DIVISION DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT.....	71
DIVISION DU COMMERCE ET DES FINANCES	75
CENTRE D'INFORMATION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL ET BIBLIOTHÈQUE	77
DIVISION DE L'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES	80
INSTITUT DE FORMATION.....	82
DIVISION DU COMMERCE DES SERVICES.....	85
ORGANE D'APPEL ET SON SECRÉTARIAT.....	88

Direction générale

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 676 600	1 633 356	43 244
	Personnel temporaire	107 600	8 990	98 610
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	8 500	5 434	3 066
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	301 800	214 039	87 761
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	203 600	201 804	1 796
Total		2 298 100	2 063 623	234 477

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Bureau du Directeur général

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 070 000	1 085 038	(15 038)
	Personnel temporaire	146 600	134 473	12 127
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	14 700	9 367	5 333
	Matériel non durable	0	50	(50)
	Services contractuels	750	167	583
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	2 500	2 500	0
	Missions			
	Missions officielles	171 700	171 485	215
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception			
Total		1 406 250	1 403 080	3 170

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'administration et des services généraux

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	8 594 160	8 233 029	361 131
	Personnel temporaire	1 372 500	1 867 865	(495 365)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	794 050	1 372 909	(578 859)
	Matériel non durable	0	12 096	(12 096)
	Services contractuels			
	Bureautique	403 000	125 502	277 498
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	49 000	46 750	2 250
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	781	19
	Divers	26 500	36 913	(10 413)
	Formation	408 000	402 097	5 903
	Assurance			
	Organes des Nations Unies			
Total		11 648 010	12 097 941	(449 931)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'administration et des services généraux

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

La Division de l'administration et des services généraux, créée à la fin du mois de janvier 2001 (Office (01)/11), a rassemblé toutes les fonctions assumées jusqu'alors par la Division des finances et des services généraux et par la Division du personnel.

- i) Assurer le fonctionnement efficace des services pour a) toutes les questions financières, y compris l'élaboration du budget et le contrôle financier, la comptabilité et les états de paie, b) les questions logistiques en rapport avec les installations matérielles, et c) les missions et l'organisation des autres voyages. La Division a:
- mis en œuvre et contrôlé les flux de trésorerie de l'Organisation, y compris l'enregistrement de toutes les opérations financières sur une base quotidienne, et procédé au paiement mensuel des traitements des quelque 500 fonctionnaires, ainsi que des allocations de subsistance des fonctionnaires en mission. Les pensions et les primes d'assurance maladie ont été perçues et traitées pour le Régime des pensions de l'OMC et Van Breda & Co. International, respectivement;
 - assuré et entretenu le Centre William Rappard comme il se doit et remplacé les équipements, le mobilier et les fournitures de bureau lorsque cela a été nécessaire;
 - reçu et traité: a) les contributions des pays Membres au budget de fonctionnement de l'OMC de 2001 s'élevant à un total de 122 984 145 FS, b) les contributions mises à la charge des pays observateurs en fonction des services reçus du Secrétariat en 2001 s'élevant au total à 495 287 FS;
 - reçu et traité les fonds extrabudgétaires;
 - préparé i) le rapport budgétaire et financier du Directeur général pour 2001, ii) le rapport de la Division sur les objectifs et les dépenses pour 2001, et iii) le rapport sur les fonds extrabudgétaires pour 2001;
 - aidé les vérificateurs extérieurs des comptes de l'OMC à s'acquitter de leur tâche;
 - préparé les prévisions budgétaires pour 2002 sur la base des données fournies par les diverses divisions;
 - procuré le soutien logistique des activités régionales de coopération technique.
- ii) Surveiller le budget décentralisé ainsi que les fonds extrabudgétaires et fournir en temps opportun des renseignements aux divisions. La Division a:
- veillé à ce que les dépenses du Secrétariat de l'OMC ainsi que de l'Organe d'appel et de son secrétariat soient effectuées conformément au budget approuvé par les Membres de l'OMC;
 - fait en sorte que les fonds extrabudgétaires soient administrés de la même façon que les fonds ordinaires;

- établi chaque trimestre un rapport sur la situation budgétaire qui a été remis à toutes les divisions, et donné des précisions à celles qui en ont fait la demande.
- iii) Assurer le bon fonctionnement administratif du Comité du budget, des finances et de l'administration. La Division a:
- organisé dix réunions formelles et une réunion informelle du Comité du budget, des finances et de l'administration, y compris l'élaboration des ordres du jour et des documents connexes à distribuer aux réunions, ainsi que les comptes rendus desdites réunions;
 - organisé quatre réunions du Groupe de travail chargé de la sélection du vérificateur extérieur des comptes de l'OMC et des comptes de son Régime des pensions, y compris l'établissement des documents connexes pour lesdites réunions.
- iv) Fournir des informations à la Direction générale afin de garantir un fonctionnement efficace et harmonieux de l'Organisation. La Division a:
- fourni des informations à la Direction générale, comme et lorsque celle-ci en avait fait la demande.
- v) Fournir un service d'appui global à la direction et aux membres du Secrétariat, en gérant d'une manière efficace les ressources humaines de l'Organisation. À la demande du vérificateur extérieur des comptes, un système visant à rendre compte des divers aspects des prestations auxquelles ont droit les membres du personnel sera mis en place, à condition qu'il puisse être géré au moyen d'une application Oracle. La Division a:
- pourvu 28 postes vacants externes et cinq postes vacants internes en 2001;
 - élaboré, révisé et mis en œuvre les politiques en matière de personnel, à savoir a) le système de primes liées au comportement professionnel; b) un nouveau programme de stages; et c) d'autres politiques en matière de personnel (mobilité interne du personnel, indemnité pour frais d'études, politiques de gestion du personnel et d'organisation des carrières, et régime d'allocation-logement);
 - organisé et mis en œuvre des programmes de formation à l'intention du personnel de l'OMC, à savoir a) informatique – 37 cours; b) gestion/compétences – sept fonctionnaires; c) cours de langues – 118 fonctionnaires;
 - administré un effectif d'environ 566 personnes d'une façon suivie - contrats, rémunération, développement de carrière, droits à prestations, sécurité sociale, cessation de service -, ce qui a compris le traitement de: a) 2 036 contrats journaliers, b) 918 contrats mensuels, c) 56 nouvelles nominations (à durée déterminée), d) 30 cessations de service (contrats à durée déterminée/réguliers), e) 20 transferts (internes), f) 1 311 services de consultants (contrats de louage de services) et g) 93 contrats de stages;
 - donné des conseils à un très grand nombre de fonctionnaires, soit en personne, soit par téléphone ou courrier électronique;
 - maintenu une coopération étroite avec le Conseiller du personnel;
 - géré un régime de pensions propre à l'OMC, en tenant les réunions ordinaires du Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC.

Dépenses communes de l'OMC

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	22 837 440	21 457 721	1 379 719
	Personnel temporaire	108 550	102 170	6 380
B. Dépenses d'administration	Communications	1 795 000	1 901 509	(106 509)
	Bâtiments	2 548 100	2 628 811	(80 711)
	Matériel durable	863 000	1 278 599	(415 599)
	Matériel non durable	417 000	394 756	22 244
	Services contractuels			
	a) Reproduction	127 000	68 120	58 880
	b) Bureautique	0	278 688	(278 688)
	c) Autres	244 000	192 535	51 465
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	1 604 400	1 473 798	130 602
	Missions			
	Missions officielles	14 800	1 978	12 822
	Missions de coopération technique	340 000	305 877	34 123
	Frais de représentation et de réception	5 000	10 389	(5 389)
	Vérification extérieure des comptes	70 000	70 000	0
	Conférence ministérielle	400 000	1 127 041	(727 041)
	Dépenses imprévues	100 000	0	100 000
	CCI	14 361 500	13 874 831	486 669
	Groupe d'experts permanent	30 000	0	30 000
	Autres	63 000	75 390	(12 390)
Total		45 928 790	45 242 213	686 577

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des accessions

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	941 900	969 990	(28 090)
	Personnel temporaire	5 000	6 735	(1 735)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	1 000	566	434
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	5 100	5 007	93
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	303	497
	Divers			
Total		953 800	982 600	(28 800)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des accessions

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Organiser et faciliter les négociations entre les Membres de l'OMC et les États et entités qui demandent leur accession à l'OMC en encourageant l'intégration de ces derniers dans le système commercial multilatéral grâce à la libéralisation effective de leurs régimes de commerce des biens et des services:
- Le programme de réunions ordinaires a été perturbé en raison des travaux concernant la Chine, le Taipei chinois et la Conférence ministérielle de Doha.
 - Vingt-sept réunions de groupes de travail ont eu lieu et onze séries de négociations bilatérales ont été organisées par le Secrétariat à Genève.
 - Les processus d'accession de la Moldova, de la Chine et du Taipei chinois ont été achevés.
 - Le Groupe de travail de l'accession du Vanuatu a achevé son mandat.
 - Une autre accession est sur le point d'être achevée, à savoir pour l'Arménie.
 - Les travaux de groupes de travail nouveaux pour le Liban, le Népal, l'Ouzbékistan, Samoa et Tonga ont commencé.
 - Les travaux des groupes de travail pour l'Algérie, le Cambodge, la Macédoine, la Russie et le Viet Nam ont progressé.
 - Des groupes de travail nouveaux ont été établis pour les Bahamas, le Tadjikistan et la République fédérale de Yougoslavie.
 - Des demandes d'accession ont été reçues de la Libye et de la Syrie.
 - Des missions concernant l'accession se sont rendues en Algérie, en Andorre, en Arabie saoudite, au Bhoutan, au Kazakhstan, en République démocratique populaire lao, en Libye, au Samoa, en Ukraine et au Vanuatu. Celles-ci ne comprennent pas les missions effectuées dans des pays accédants par la Division de la coopération technique et ne reflètent pas la demande d'assistance technique sur les questions touchant à l'accession.
 - La Division a également participé à des missions en Lituanie, à Moscou, à la réunion du G8 en Italie, à la CNUCED, en Ouzbékistan (séminaire), à Jeddah (BDI) et à Milan (DG).
- ii) Faire fonction de point central dans les efforts déployés collectivement par les Membres de l'OMC pour mettre en place un système commercial multilatéral ouvert et libéral, doté d'un champ et d'une portée plus étendus.
- Le Groupe informel des accessions a tenu cinq réunions afin de préparer les réunions des groupes de travail. Un calendrier unifié des réunions en matière d'accessions a été soumis aux Membres pour approbation. La préparation de ce processus nécessite des

consultations avec les Membres et les gouvernements de pays accédants de façon quasi quotidienne.

- Les Membres de l'OMC ont continué à exprimer leur satisfaction au sujet de la coordination et de l'organisation des travaux en matière d'accessions, ainsi qu'au sujet des progrès accomplis dans les processus individuels d'accession.

Division de l'agriculture et des produits de base

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 920 200	1 850 282	69 918
	Personnel temporaire	5 000	22 678	(17 678)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	21 450	16 683	4 767
	Matériel non durable	250	159	91
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	40 500	34 988	5 512
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	208	592
Total		1 988 200	1 924 998	63 202

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'agriculture et des produits de base

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Fournir une assistance effective, si besoin est et selon qu'il conviendra, pour toutes les questions relatives aux négociations sur la poursuite du processus de réforme du commerce des produits agricoles:
 - Dans le cadre des négociations sur la poursuite du processus de réforme au titre de l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture, qui ont commencé en mars 2000, la Division a assuré en 2001 le secrétariat de cinq sessions extraordinaires du Comité de l'agriculture et de quatre sessions extraordinaires informelles à participation non limitée. Les activités connexes ont été nombreuses et variées: conseils fréquents au Président et aux délégations sur des questions de procédure et de fond, traitement et distribution de 86 documents informels et d'une série d'autres documents élaborés par les Membres, élaboration de cinq rapports de sessions extraordinaires et préparation des rapports du Président aux sessions extraordinaires formelles et au Conseil général, participation à des consultations informelles, etc. En outre, la Division a élaboré ou mis à jour et révisé sept notes d'information portant sur des questions relatives à l'accès aux marchés, au soutien interne, à la concurrence à l'exportation et aux résultats commerciaux. La Division a participé au processus préparatoire de la Conférence ministérielle de Doha, notamment en aidant à organiser et mener les consultations informelles sur l'agriculture et à en assurer le suivi et a contribué activement à l'élaboration de la partie pertinente de la Déclaration ministérielle. À Doha, la Division a fourni aide et conseil à "l'Ami de la Présidence" s'occupant de l'agriculture.
- ii) Contribuer activement à la mise en œuvre effective des règles et des engagements en vigueur découlant des instruments de l'OMC en ce qui concerne l'agriculture, aider à améliorer la qualité de leur mise en œuvre, faire en sorte que les travaux du Comité de l'agriculture dans tous les domaines, y compris en particulier le processus d'examen multilatéral des engagements, soient organisés et réalisés de manière efficace:
 - En 2001, la Division a assuré, en coopération étroite avec le Président, le secrétariat de quatre réunions ordinaires du Comité de l'agriculture. Elle a notamment mené les activités suivantes: conseils au Vice-Président et aux délégations au sujet de tous les aspects des travaux du Comité; élaboration d'une note d'information du Secrétariat aux fins des consultations au titre de l'article 18.5; traitement et publication de 263 notifications en matière d'agriculture présentées par les Membres; préparation de 12 documents de salle, d'une série d'autres documents concernant le Comité ainsi que de quatre rapports du Comité; rédaction de déclarations du Président; élaboration du rapport annuel du Comité; plusieurs consultations informelles avec les délégations, etc. La Division a participé et contribué aux travaux sur la mise en œuvre liés à l'Accord sur l'agriculture qui ont été menés en 2001 sous les auspices du Conseil général et contribué activement à l'élaboration des dispositions relatives à l'agriculture de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre adoptée à Doha, y compris les recommandations pertinentes du Comité de l'agriculture.

iii) Contribuer activement à la mise en œuvre effective de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, en s'attaquant en particulier aux difficultés rencontrées par les pays en développement:

- La Division a assuré le secrétariat de trois réunions formelles du Comité SPS, de deux réunions extraordinaires, de sept réunions informelles et d'un atelier sur la participation des pays en développement à l'élaboration des normes internationales. En réponse aux préoccupations des pays en développement concernant la mise en œuvre de l'article 4 concernant l'équivalence et à une demande du Conseil général, la Division a élaboré une décision, adoptée par le Comité SPS en octobre 2001, pour faciliter la reconnaissance de l'équivalence des mesures SPS entre Membres. En outre, la Division a organisé et préparé les diverses dispositions prises par le Directeur général en réponse à la demande du Conseil général visant à ce que les moyens soient recherchés d'accroître la participation des pays en développement aux activités normatives et d'assurer la coordination avec les organisations internationales concernées pour ce qui est de l'assistance technique, et a fait rapport à ces sujets. La Division a également participé activement à l'élaboration des décisions de la Conférence ministérielle sur huit questions de mise en œuvre liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires.

- La Division a mis à jour la compilation des différentes questions examinées par le Comité SPS depuis 1995, document de fond très apprécié qui illustre l'utilisation du Comité comme moyen pratique de résoudre des problèmes commerciaux. La Division a préparé d'autres documents, y compris un nouveau questionnaire sur les besoins d'assistance technique; un nouveau texte pour un CD-ROM interactif sur l'Accord SPS; des présentations détaillées et des diapositives au sujet de l'Accord SPS, de l'analyse des risques et du règlement des différends; des compilations de réponses aux questionnaires sur l'assistance technique à l'intention des pays en développement; 770 notifications SPS et de nombreux autres documents du Comité.

iv) Soutenir, le cas échéant, la mise en œuvre de la Décision ministérielle sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires:

- La Division a contribué à l'exercice annuel de surveillance de la mise en œuvre de la Décision par le Comité de l'agriculture, notamment en produisant une mise à jour des mesures prises en vue de mettre en œuvre la Décision. À plusieurs reprises, la Division a donné des conseils aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires au sujet de la mise en œuvre de la Décision. Dans le cadre des travaux de mise en œuvre sous l'égide du Conseil général, la Division a aidé à l'organisation, à la conduite et au suivi de plusieurs consultations informelles sur la Décision concernant les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et a contribué activement à l'élaboration de la recommandation correspondante du Comité de l'agriculture adoptée à Doha.

v) Fournir des services efficaces en ce qui concerne le règlement des différends:

- La Division a fourni le secrétariat et une assistance aux groupes spéciaux dans les affaires suivantes: Corée - Bœuf (plaintes déposées par les États-Unis et l'Australie) et Canada - Produits laitiers (recours par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends). Elle a également fourni une assistance au Groupe spécial dans l'affaire États-Unis - Sociétés de ventes à l'étranger (recours par les CE à l'article 21:5 du Mémoire d'accord) et

au Groupe spécial dans l'affaire Chili - Système des fourchettes de prix (plainte de l'Argentine).

- vi) Apporter une assistance et une coopération techniques:
- Comme les années précédentes, la Division a répondu à de nombreuses demandes spécifiques émanant de délégations à Genève et d'administrations centrales en matière d'assistance technique, portant par exemple sur les domaines suivants: élaboration de notifications au titre de l'Accord sur l'agriculture et de l'Accord SPS; problèmes de mise en œuvre spécifiques dans les domaines de l'accès aux marchés, du soutien interne, de la concurrence à l'exportation et des SPS; explications concernant certaines dispositions de l'Accord sur l'OMC; procédures de l'OMC; renseignements en matière d'accès aux marchés et de subventions; documents relatifs à l'accession; etc. La Division a fait une série d'exposés dans le cadre des cours de politique commerciale de l'OMC et de la "Semaine de Genève". Elle a procédé ou participé à 23 missions d'assistance technique en Asie, en Afrique et en Amérique latine (séminaires et ateliers nationaux ou régionaux, y compris deux réunions de préparation à la Conférence ministérielle de Doha), ce qui a nécessité dans chaque cas l'élaboration de matériel didactique et d'outils de présentation spécialement conçus.
- vii) Soutenir la direction générale et les autres divisions pour les questions relatives au commerce dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche:
- Comme chaque année, d'importantes ressources ont dû être consacrées au soutien apporté à la direction générale et aux travaux des autres divisions (nombreux exposés, contributions de fond aux documents établis par les autres divisions et commentaires sur ces documents, participation à des réunions internes, questions administratives, etc.), y compris dans le contexte de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha.
- viii) Coopérer, selon qu'il conviendra, avec les organisations internationales compétentes, le secteur privé et les organisations non gouvernementales:
- Tout au long de l'année, la Division a reçu de nombreux visiteurs et répondu à des demandes d'exposés, d'information, etc. émanant d'autres organisations intergouvernementales, de parlementaires, d'organisations non gouvernementales, de représentants de communautés agricoles et du secteur agroalimentaire et d'autres entités du secteur privé. Elle a participé à 28 réunions, conférences ou ateliers internationaux, au cours desquels elle a fait des interventions (une centaine d'invitations ont dû être déclinées, souvent en raison d'un manque de personnel ou de contraintes financières plutôt qu'en raison d'un manque d'intérêt).

Division du Conseil et du CNC

Division du Conseil

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	872 900	845 922	26 978
	Personnel temporaire	2 000	88 544	(86 544)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	4 100	0	4 100
	Matériel non durable	250	0	250
	Services contractuels			
	Bureautique	0	0	0
C. Autres dépenses	Missions officielles			
	Frais de représentation et de réception	800	380	420
Total		880 050	934 846	(54 796)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des sessions ministérielles

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	944 400	897 646	46 754
	Personnel temporaire	5 000	5 943	(943)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable	5 500	14 424	(8 924)
	Matériel non durable	0	50	(50)
	Services contractuels			
	Bureautique	0	0	0
C. Autres dépenses	Missions officielles	10 000	8 429	1 571
	Frais de représentation et de réception	800	423	377
Total		965 700	926 916	38 784

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du Conseil et du CNC

La Division des sessions ministérielles et la Division du Conseil sont fusionnées pour constituer la Division du Conseil et du CNC à compter du 1^{er} janvier 2002 (Office (01)/110).

Division du Conseil

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Assurer la gestion efficace du Conseil général et de l'ORD et la participation effective des Membres en ce qui concerne l'évolution de l'OMC, tant au Conseil général qu'à l'ORD, y compris au moyen de consultations informelles aux niveaux plurilatéral et multilatéral:
- En 2001, le Conseil général a tenu sept réunions formelles et 16 réunions et consultations informelles.
 - L'ORD a tenu 23 réunions formelles et neuf réunions informelles.
 - La préparation des réunions comprenait: l'établissement des ordres du jour des réunions, en coordination avec les présidents, les délégations et les divisions concernées; l'élaboration des notes des présidents pour les réunions; le suivi de tous les faits nouveaux intervenus à l'OMC qui intéressaient le Conseil général ou l'ORD; l'organisation des réunions et de consultations informelles.
 - Le suivi des réunions comprenait: l'élaboration des comptes rendus; l'organisation de consultations informelles sur des questions précises, selon qu'il convenait; une coordination avec les divisions concernées sur le suivi des réunions, selon qu'il convenait.
 - La Division du Conseil a coordonné avec les divisions concernées la présentation des rapports des organes de l'OMC pour l'examen des activités de l'Organisation mené à la réunion de fin d'année du Conseil général, en décembre 2001.
 - Les travaux au Conseil général et à l'ORD ont été effectués d'une manière transparente, en veillant en particulier à ce que les Membres participent effectivement au processus de préparation des réunions, et à leur suivi.

Division des sessions ministérielles

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Veiller à l'exécution harmonieuse et à l'achèvement en temps utile des tâches suivantes:
- Suivi de la Conférence ministérielle de Seattle: Les travaux de la Division à cet égard continuent à être axés essentiellement sur les questions et les préoccupations liées à la mise en œuvre. Selon ses Décisions des 3 mai et 15 décembre 2000, le Conseil général devait traiter des questions et préoccupations liées à la mise en œuvre encore en suspens de façon à achever le processus au plus tard pour la quatrième Conférence ministérielle. En 2001, le Conseil général a tenu trois sessions extraordinaires, entrecoupées de plus d'une quarantaine de réunions et de consultations informelles dans le cadre d'un effort intensif visant à achever les travaux dans ce domaine dans

les délais impartis. Cette activité a été menée par le Président du Conseil général, le Directeur général et le Directeur général adjoint responsable, la Division des sessions ministérielles se chargeant d'organiser toutes les réunions et consultations et d'en assurer le secrétariat. Ce processus a culminé avec l'élaboration d'un projet de décision à l'intention des Ministres, dont une version révisée a été transmise à la Conférence de Doha par le Président et le Directeur général. Elle a été approuvée dans le cadre des résultats de Doha.

- Préparation de la quatrième session de la Conférence ministérielle: À la suite de la décision prise par le Conseil général en février 2000 d'autoriser son Président, en coopération avec le Directeur général, à engager des consultations concernant à la fois les questions d'organisation et de fond liées à la préparation de la quatrième session de la Conférence ministérielle, un programme de travail intensif a été entrepris, dont la Division des sessions ministérielles était principalement responsable au sein du Secrétariat. Le Conseil général a passé systématiquement en revue les questions devant être inscrites à l'ordre du jour de la Conférence sur la base d'une liste publiée par le Président du Conseil général en avril et a tenu au total une cinquantaine de réunions informelles. Parmi ces réunions ont figuré deux réunions au niveau des hauts fonctionnaires, en juin et en juillet, qui ont servi à faire le bilan de la situation. Elles ont été complétées par quelque 60 consultations informelles, ce qui a porté le nombre total d'heures de réunion à plus de 260. Au début de novembre, à l'issue du processus mené à Genève, un projet de déclaration ministérielle ainsi qu'un projet distinct de déclaration sur les ADPIC et l'accès aux médicaments/à la santé publique ont été transmis aux Ministres réunis à Doha par le Président et le Directeur général. Au cours de cette période, la Division a eu une charge de travail très importante pour assurer l'organisation, le secrétariat et le suivi de toutes les activités du Président et du Directeur général liées à la préparation de la quatrième session. Le personnel de la Division a également collaboré étroitement avec le Président du Conseil général à l'élaboration de la Déclaration ministérielle et des documents qui l'ont précédée.
- Sessions de travail et processus de consultation lors de la Conférence: À la Conférence ministérielle proprement dite, la Division a fait la synthèse de tous les travaux entrepris antérieurement à Genève sous les deux rubriques précédentes, et organisés sur cinq jours, soit un jour de plus que prévu initialement, un processus de réunions informelles intensives à participation non limitée au niveau des chefs de délégation. Au total, ce sont onze réunions de ce genre qui ont été tenues, auxquelles se sont ajoutées plus d'une centaine d'heures de consultations informelles. La Division était principalement en charge de ce processus et a fourni un soutien rapproché constant au Président de la Conférence, aux Ministres agissant en qualité d'amis de la Présidence, au Directeur général et à la Direction générale, et organisé tous les aspects de ces activités. Le processus s'est déroulé sans heurt et a été extrêmement fructueux, puisqu'il a abouti à l'adoption de la Déclaration ministérielle de Doha, de la Déclaration ministérielle sur les ADPIC et la santé publique et à une Décision ministérielle sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. La Division a également eu la responsabilité d'élaborer, en temps utile et de manière efficace, les versions successives de ces documents tout au long du processus.
- Suivi par le Secrétariat des décisions et programmes de travail résultant de la Conférence: Les activités de suivi de la Conférence de Doha ont commencé presque immédiatement, compte tenu des décisions des Ministres de lancer des négociations et des programmes de travail dans un certain nombre de domaines. Pour la Division, il s'est agi de préparer la première réunion du Comité des négociations commerciales (CNC) et d'assurer le suivi au sein du Conseil général, y compris l'élaboration d'un

cadre pour l'exécution du Programme de travail sur les petites économies. La Division a assuré l'organisation et le secrétariat d'une série de consultations informelles menées par le Président du Conseil général, qui ont conduit à une réunion fructueuse du CNC en janvier 2002.

Résultats escomptés

- Gestion et soutien efficaces des activités de suivi de la troisième session de la Conférence ministérielle et des autres activités dont l'exécution a été demandée ultérieurement par le Conseil général, de manière à faciliter le consensus parmi les Membres.
- Gestion respectueuse des échéances et efficace des travaux du Secrétariat relatifs à l'élaboration de programmes de fond en vue de la quatrième session de la Conférence ministérielle, y compris le lancement possible de nouvelles négociations.

Le résultat atteint a été optimal, puisque les Membres sont convenus à Doha d'un programme de travail prévoyant de nouvelles négociations et ont adopté une Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre.

Division du développement et de la recherche économique

Division du développement

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements Personnel temporaire	1 107 100 8 000	986 570 27 784	120 530 (19 784)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable Matériel non durable Services contractuels	7 500	5 800	1 700
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel Missions Missions officielles Missions de coopération technique Frais de représentation et de réception Divers GTAP/Opérations de parrainage Autres	15 000 800	14 309 206	691 594
Total		1 138 400	1 034 669	103 731

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de la recherche et de l'analyse économiques

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements Personnel temporaire	1 345 000 25 300	1 150 145 81 824	194 855 (56 524)
B. Dépenses d'administration	Matériel durable Matériel non durable Services contractuels Bureautique	8 000 0 0	6 741 0 0	1 259 0 0
C. Autres dépenses	Missions officielles Frais de représentation et de réception	15 000 800	11 945 245	3 055 555
Total		1 394 100	1 250 900	143 200

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du développement et de la recherche économique

La Division de la recherche et de l'analyse économiques et l'Unité du développement de la Division du développement sont fusionnées pour constituer la Division du développement et de la recherche économique à compter du 1^{er} janvier 2002 (Office (01)/110).

Division du développement

Réalisation des objectifs

- Outre ses travaux visant à préparer et à exécuter le programme de travail intensif du CCD (qui a tenu cinq réunions formelles et neuf réunions informelles en 2001¹), la Division a également élaboré trois documents pour la poursuite de l'examen, mené par le CCD, de l'application des dispositions spéciales relatives au traitement spécial et différencié des pays en développement figurant dans les Accords de l'OMC², et a préparé et organisé deux séminaires tenus sous l'égide du CCD sur les thèmes "Technologie, commerce et développement" (14 février 2001) et "Action des gouvernements en matière de facilitation du commerce électronique à des fins de développement" (14 juin 2001).³ La Division a également aidé les délégations à préparer la contribution de l'OMC à la Conférence internationale sur le financement du développement, et a élaboré une note d'information pour les travaux des délégations sur le Système généralisé de préférences (WT/COMTD/W/93). Elle a intensifié ses travaux d'appui aux négociations, plus particulièrement en ce qui concerne le traitement spécial et différencié, dans le cadre de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha. Toutes ces activités ont contribué soit à permettre aux délégations de mieux comprendre certaines questions soit à les aider au cours des réunions.
- Les services fournis aux Membres n'ayant pas de représentation à Genève au cours de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha constituaient l'un des objectifs majeurs de la Division, qui a amélioré ses services en la matière. La Semaine de Genève organisée en septembre 2001 a été l'occasion de séances d'information sur les préparatifs pour Doha, ainsi que de consultations avec le Président du Conseil général pour l'élaboration de la Déclaration ministérielle. Un bulletin d'information couvrant les principaux aspects des travaux de l'OMC a été régulièrement publié pour les Membres n'ayant pas de représentation à Genève. Sa fréquence de publication a été accélérée depuis la Conférence ministérielle de Doha. Les notes et les résumés des interventions du Président, ainsi que d'autres documents relatifs aux réunions sont également envoyés aux non-résidents sur une base régulière.

En 2001, la Division n'avait plus la responsabilité des questions relatives aux PMA.

¹ Ces réunions formelles ont été tenues le 16 février, le 9 avril, le 22 mai, le 8 octobre et le 26 novembre. Les rapports de ces réunions figurent dans les documents WT/COMTD/M/32 à 36. Les réunions informelles se sont tenues le 19 janvier, le 9 février, le 22 mars, le 9 avril, le 17 juillet, le 13 septembre, le 28 septembre, le 1^{er} octobre et le 11 décembre.

² WT/COMTD/W/77/Rev.1/Add.1, Add.2 et WT/COMTD/W/85.

³ Les rapports figurent en annexe des documents WT/COMTD/M/32 et WT/COMTD/M/34.

Division de la recherche et de l'analyse économiques

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

Les résultats escomptés visibles comprennent 1) les publications annuelles périodiques, les études spéciales et les documents de travail; 2) le soutien interne en matière d'analyse économique et le soutien des activités d'assistance technique; et 3) la coopération avec les organisations internationales et les institutions de l'extérieur.

- i) Produire des publications annuelles périodiques, y compris des parties essentielles du rapport annuel.
 - Publications et documents réguliers:
 - a) Rapport annuel 2001.
 - b) Aperçu de l'évolution des échanges commerciaux (chapitre d'introduction) dans les Statistiques du commerce international pour 2000.
 - c) Contributions au rapport du Directeur général au Conseil - à la Conférence ministérielle de Doha (parties sur l'évolution des échanges, l'accession et le régionalisme).
 - d) Communiqués de presse et conférences de presse en avril et novembre 2001, fournissant une évaluation de l'évolution des échanges en 2000 et une analyse des perspectives pour 2001.
 - e) Dossier spécial: *Market Access: The Unfinished Business - Post Uruguay Round Inventory and Issues in May 2001*. Cette étude a été présentée aux Membres de l'OMC au cours d'un séminaire spécial.
 - f) Plusieurs articles portant sur des sujets liés au commerce ont été publiés dans des journaux spécialisés ou dans des ouvrages en dehors de l'OMC.
 - Deux dossiers spéciaux (*Adjustment Costs to Trade Liberalization* et *Trade and Economic Performance*) ont été rédigés et devraient être publiés au printemps de 2002.
 - Le dossier spécial envisagé sur le régionalisme n'a pas pu être achevé en raison du départ non prévisible de deux membres du Secrétariat. Les parties de l'étude qui ont été achevées ont été utilisées dans le rapport du Directeur général à la Conférence ministérielle et dans un document présenté à un atelier de l'OCDE sur le régionalisme.
- ii) Effectuer des travaux de recherche et d'analyse économiques à l'appui des activités opérationnelles de l'OMC, et notamment suivre l'activité économique et en rendre compte.
 - Activités de soutien interne:
 - a) Rédaction d'exposés pour le Directeur général et les Directeurs généraux adjoints sur des questions liées au commerce, comme les analyses économiques par pays; publications d'autres organisations internationales,

gouvernements et/ou institutions privées et rapports sur les questions et l'évolution économiques actuelles.

- b) Participation à 17 missions différentes de la Division de la coopération technique dans des pays en développement.
- c) Organisation de divers séminaires économiques internes, dirigés par d'éminents spécialistes, à l'intention des membres des missions et du personnel.
- d) Rédaction de notes d'information pour la Conférence ministérielle de Doha, notamment la Note sur la mondialisation.
- e) Présentation d'exposés dans les cours internes de politique commerciale.
- f) Fourniture ponctuelle de renseignements aux délégations et aux médias.
- g) Réception des visiteurs demandant des renseignements sur les activités de recherche de l'OMC.

iii) Réaliser des activités liées à la coopération avec d'autres organisations internationales et avec les milieux universitaires **par des conférences, des séminaires et des stages.**

- Organisations internationales et autres institutions

- a) Participation à des réunions, conférences et ateliers conjoints (Banque mondiale, FMI, CNUCED, OIT, OCDE).
- b) Présentation de six exposés à l'Institut mixte de Vienne (Autriche) (Coopération technique).
- c) Participation au Groupe de travail international sur la gestion des risques liés aux produits de base dans les pays en développement, au Consortium du GTAP et au Projet Link.
- d) Présentation de documents et d'exposés:
 - i) *Sur les questions de l'OMC à Lausanne, Neuchâtel, Saragosse et Clermont-Ferrand.*
 - ii) *Présentation d'exposés à Berlin, Budapest, Prague, Lübeck et Bratislava.*
 - iii) *Présentation d'exposés à Gaborone, Genève (OIT), Moscou, Kunming et Tsingtao (Chine).*
 - iv) *Présentation d'une étude sur le commerce et l'emploi à Genève (OIT), Bogota et Lausanne.*
 - v) *Présentation d'une étude sur les Transferts de technologie à Paris (OCDE).*
- e) Préparation du lancement d'une revue économique axée sur les questions dont s'occupe l'OMC.

Division des relations extérieures

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	895 700	839 784	55 916
	Personnel temporaire	139 600	70 551	69 049
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	5 000	7 268	(2 268)
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	20 000	16 770	3 230
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception ONU et autres organes et organisations	800	797	3
Total		1 061 100	935 169	125 931

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des relations extérieures

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Élargir et approfondir les relations avec les organisations non gouvernementales (ONG). Grâce à une collaboration accrue avec les divisions du Secrétariat en contact avec les ONG et à une coopération avec les Membres de l'OMC et les ONG elles-mêmes, faire passer le débat actuel de la confrontation à la collaboration. Lutter contre les déclarations inexactes et les malentendus.
- Les nouvelles activités concernant les ONG sont décrites dans le document WT/INF/30 (12 avril 2001).
 - La Division a préparé la participation des ONG à la Conférence ministérielle de Doha, en organisant leur enregistrement et en veillant à ce qu'elles disposent de toutes les facilités à Doha. Elle a en outre organisé des ateliers à leur intention au Centre des ONG ainsi qu'un important symposium sur les questions auxquelles se trouve confronté le système commercial mondial, lequel s'est tenu à l'OMC les 6 et 7 juillet avec la participation de plus de 500 personnes; préparé de nombreuses réunions entre le Directeur général et des ONG et/ou y a participé; organisé et animé régulièrement des réunions d'information à l'intention des ONG; organisé quelque 70 visites et réunions de représentants et de groupes d'ONG, auxquelles ont parfois participé d'autres fonctionnaires du Secrétariat; organisé des dialogues en petit comité avec les ONG à l'heure du déjeuner; publié un bulletin mensuel pour les ONG, qui a été distribué à plus de 1 300 destinataires dans le monde.
- ii) Renforcer les relations de travail avec des parlementaires de par le monde afin de les sensibiliser aux objectifs et aux fonctions de l'OMC, particulièrement en ce qui concerne sa contribution importante au commerce, au développement et au bien-être social.
- La Division a préparé la participation de parlementaires à la Conférence ministérielle de Doha; aidé l'Union interparlementaire à organiser sa première réunion parlementaire sur le système commercial, laquelle s'est tenue les 8 et 9 juin au CIGC à Genève avec la participation de plus de 300 personnes; aidé à l'élaboration de la publication sur les "questions de politique générale à l'OMC" à l'intention des parlementaires; préparé des visites de parlementaires à l'OMC et/ou y a participé; publié un bulletin mensuel à l'intention des parlementaires.
- iii) Améliorer et élargir les relations avec les organisations intergouvernementales (OIG), dont les mandats sont liés aux activités de l'OMC en les encourageant à œuvrer davantage pour clarifier leur rôle et leur mandat, limitant ainsi les pressions qui sont exercées sur l'OMC pour que celle-ci aborde des considérations autres que d'ordre commercial.
- La Division a collaboré étroitement avec diverses OIG à l'établissement d'une meilleure coopération. Elle a ainsi participé en qualité d'observateur aux réunions de divers organes et des institutions spécialisées des Nations Unies, dont le Conseil économique et social, et du Comité du commerce de l'OCDE. La Division a assisté aux réunions du Comité de haut niveau chargé des programmes pour préparer la participation du Directeur général aux réunions du CAC. Elle a contribué à des rapports élaborés par l'ONU et d'autres OIG et servi de point central de réception des demandes de statut d'observateur émanant d'OIG.

Divers

- La Division est le point central du Secrétariat pour la coordination de la participation de l'OMC aux réunions d'autres organisations; elle a publié deux éditions du Répertoire de l'OMC; elle s'occupe des relations officielles avec les Membres, y compris le pays hôte; elle a conseillé de nombreuses délégations en ce qui concerne leurs pouvoirs et d'autres questions de protocole; elle a continué d'améliorer l'efficacité du Service de la correspondance et des dossiers.

Résultats escomptés

- Les efforts déployés pour développer les relations avec les ONG, les parlementaires et les OIG grâce à une meilleure coopération, des communications plus suivies et un accès à l'information accru ont sans aucun doute contribué à une meilleure compréhension du mandat et des activités de l'OMC et, en fin de compte, à une acceptation plus large du rôle et des avantages du système commercial multilatéral. Cependant, les relations avec les OIG pourraient être améliorées si les Membres décidaient de donner suite aux demandes de statut d'observateur en suspens.

Division de l'informatique

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 953 500	1 916 029	37 471
	Personnel temporaire	1 026 000	1 634 597	(608 597)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	1 261 060	580 684	680 376
	Matériel non durable	149 170	177 073	(27 903)
	Services contractuels	1 632 070	1 944 169	(312 099)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	12 000	0	12 000
	Missions			
	Missions officielles	11 100	11 026	74
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception			
	Divers	800	0	800
Total		6 045 700	6 263 578	(217 878)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'informatique

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Continuer d'assurer le fonctionnement, la gestion et l'amélioration de l'infrastructure informatique et fournir une aide et une formation aux utilisateurs.
 - L'infrastructure a été régulièrement et activement améliorée et entretenue. Il en a résulté un taux très élevé (proche de 100 pour cent) de disponibilité de l'infrastructure du réseau et des services. Une formation de base pour les nouveaux fonctionnaires et, parfois, une formation plus poussée ont été dispensées. Cependant, en raison du manque de ressources et de crédits, il n'a pas été possible de mettre en place un programme régulier de formation complémentaire générale en informatique.
- ii) Mettre en place les nouvelles installations et les nouveaux services informatiques nécessaires.
 - Après l'allocation finale des crédits budgétaires pour l'informatique et l'établissement d'un ordre de priorité pour les projets, ceux-ci ont tous été menés à bien. En outre, le réseau des nouveaux locaux a été élaboré et mis en place, y compris la connexion avec le CWR. Ce réseau est opérationnel depuis janvier 2002. Par ailleurs, la Division a pu satisfaire les besoins informatiques de la Conférence ministérielle de Doha.
- iii) Promouvoir la gestion de l'information et adapter les méthodes de travail afin de tirer parti des nouvelles technologies.
 - De nouvelles méthodes de travail sont en cours d'élaboration dans le cadre du passage au nouvel environnement fondé sur Windows 2000 et Office XP. La première phase du transfert a été menée à bien.
- iv) Promouvoir une utilisation accrue de l'informatique, conformément aux recommandations de l'équipe spéciale chargée de l'informatique.
 - Les recommandations de l'équipe spéciale chargée de l'informatique n'ont pas été mises en œuvre en raison du manque de ressources et de locaux et de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha. Cependant, elles ont été réactivées au début de 2002: trois groupes d'intérêt spéciaux ont été créés pour s'occuper de la "gestion des connaissances", de la "politique d'archivage" et de la "coordination des services fournis aux Membres".
- v) Améliorer, grâce à l'informatique, les services fournis aux Membres, au personnel et au public.
 - Un certain nombre de services additionnels ont été mis à la disposition des Membres.
- vi) Mettre en œuvre les politiques existantes en matière d'informatique.
 - Les mesures de sécurité concernant l'informatique seront renforcées en 2002 grâce à la sélection prochaine d'un spécialiste de la sécurité informatique.

Division de l'information et des relations avec les médias

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	3 114 300	3 076 235	38 065
	Personnel temporaire	86 500	196 334	(109 834)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	45 600	62 700	(17 100)
	Matériel non durable	0	332	(332)
	Services contractuels	98 150	10 619	87 531
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	25 000	20 571	4 429
	Missions de coopération technique	0	0	0
	Frais de représentation et de réception	5 000	4 976	24
	Divers			
	Bibliothèque	567 000	565 436	1 564
	Publications	203 000	198 884	4 116
	Information	260 000	217 772	42 228
Total		4 404 550	4 353 858	50 692

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'information et des relations avec les médias

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) S'acquitter du mandat confié par les gouvernements Membres et employer tous les moyens à disposition pour mieux informer le public sur l'OMC grâce à des contacts réguliers avec la presse, des activités de sensibilisation du public, un éventail de publications d'information et de référence ainsi qu'un site Internet de plus en plus performant.

Résultats escomptés:

- Une meilleure compréhension de l'OMC par le public et une attitude plus ouverte à l'égard du commerce. Des contacts plus larges et plus fructueux avec les journalistes, notamment dans les pays en développement. Cela sera réalisé de diverses manières, notamment grâce à l'organisation à l'OMC de séminaires en anglais, espagnol et français à l'intention des journalistes. Nos efforts de communication avec les journalistes d'Amérique latine ont été très fructueux et nous comptons en tirer profit.

Évaluation:

- De nouvelles publications d'information, énumérées ci-dessous, ont été produites en vue de leur diffusion dans le public. Plusieurs milliers d'exemplaires de chacune, en anglais, en français et en espagnol, ont été distribués aux médias et au grand public ainsi qu'aux participants à la Conférence ministérielle de Doha. Les versions électroniques de ces publications ont été publiées sur le site Internet de l'OMC. Plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires ont ainsi été téléchargés de par le monde par les visiteurs du site Internet.
 - L'AGCS, Faits et fiction
 - Les questions de politique générale à l'OMC présentées à l'intention des parlementaires
 - L'OMC ... pourquoi elle est importante
 - Les efforts de communication avec les journalistes des pays en développement ont été généralement fructueux. C'est le résultat du travail accompli par le personnel de l'OMC en Afrique et en Amérique latine et des séminaires réussis qui ont été organisés à l'intention des journalistes au cours de l'année passée. L'utilisation de la base de données sur les contacts avec les journalistes a été très utile en ce sens qu'elle a permis d'envoyer des renseignements rapidement et de manière ciblée à des journalistes du monde entier. L'intérêt manifesté pour la Conférence ministérielle de Doha a également été l'occasion d'élargir nos contacts avec les journalistes du monde arabe. La stratégie menée à leur égard a permis d'amener à Genève un certain nombre de journalistes de la région et de placer un certain nombre d'articles en marge des éditoriaux dans des journaux de renom du Moyen-Orient.
- ii) Expliquer clairement ce que fait l'OMC, comment elle fonctionne et exposer sa mission pour l'avenir.

Résultats escomptés:

- Une meilleure compréhension de l'OMC par le public et une attitude plus ouverte à l'égard du commerce.

Évaluation:

- Il est impossible de mesurer quantitativement l'efficacité de nos efforts visant à une meilleure compréhension de l'OMC par le public. Cependant, le nombre croissant d'utilisateurs de notre site Web, la demande croissante de renseignements sur l'OMC et l'augmentation du nombre d'articles de presse et de reportages à la radio et à la télévision sur les divers aspects des activités de l'OMC sont l'expression d'une attitude plus positive à l'égard de l'Organisation et de son message sur la nécessité d'une ouverture au commerce. La création des pages Web consacrées au Programme de Doha pour le développement a également contribué à ces efforts. Nous comptons mettre à profit ce succès en 2002.
- iii) Accroître l'efficacité de la distribution de l'information relative à l'OMC par l'utilisation de moyens électroniques, notamment Internet, les CD-ROM et les émissions en continu sur le Web:

Résultats escomptés:

- Une amélioration de l'efficacité du site Web en tant que moyen de diffusion des renseignements et des données relatifs à l'OMC, avec une augmentation permanente du nombre d'utilisateurs de par le monde.

Évaluation:

- Le nombre de publications et de documents de l'OMC téléchargés depuis le site Web a continué d'augmenter en 2001 pour atteindre un nouveau record: 150 000 mégaoctets téléchargés en un seul mois. Cela correspond à 150 milliards de pages de texte normal.
 - Une nouvelle base de données Contacts a permis de maintenir par courrier électronique un contact régulier avec les utilisateurs enregistrés du site Web de l'OMC pour leur signaler les faits nouveaux intervenus dans leur domaine d'intérêt. À la fin de l'année, le site Web de l'OMC comptait 25 000 utilisateurs enregistrés, leur nombre augmentant à la cadence de 80 à 100 par jour.
 - L'utilisation de CD-ROM s'est poursuivie pour constituer des collections de documents et de renseignements essentiels; des collections spéciales ont ainsi été faites pour la Conférence de Libreville, la Conférence des Nations Unies sur le développement de Bruxelles et la Conférence ministérielle de Doha. Plusieurs milliers d'exemplaires en ont été distribués à ces occasions.
 - On a commencé l'élaboration d'une nouvelle série de modules de formation sur ordinateur à l'usage des responsables du commerce des pays en développement.
 - Les émissions en continu sur le Web ont été utilisées avec succès pour permettre au public d'accéder aux sessions ouvertes de la Conférence ministérielle de Doha. Ces diffusions quotidiennes en direct sur le Web ont été regardées par environ 80 000 personnes de par le monde. La partie du site Web de l'OMC consacrée à ces émissions en continu a été utilisée pour donner accès sur demande à des cours vidéos abrégés de politique commerciale de l'OMC.
- iv) Poursuivre l'amélioration du site Internet afin de permettre à un nombre croissant d'utilisateurs d'y accéder aisément, grâce à l'utilisation des technologies les plus récentes pour

la maintenance et la gestion de sites. Cela comprend la mise en place, avec différentes divisions de l'OMC, d'une partie "échanges/forums" sur le site Internet permettant un libre-échange de vues et de renseignements entre l'OMC et le grand public.

Résultats escomptés:

- Une amélioration de l'efficacité du site Web en tant que moyen de diffusion des renseignements et des données relatifs à l'OMC, avec une augmentation permanente du nombre d'utilisateurs de par le monde.

Évaluation:

- Le nombre de visiteurs sur le site Web de l'OMC a continué d'augmenter régulièrement pour atteindre environ 496 000 utilisateurs au cours du mois de novembre 2001.
 - La partie "échanges/forums" du site Web est devenue un lieu de "conversations" animées, où quelque 25 à 30 utilisateurs par jour discutent de questions liées à l'OMC.
- v) Développer et mettre à profit les accords de coédition existants afin d'élargir la diffusion des publications sur papier et électroniques de l'OMC, améliorer le contrôle et la qualité rédactionnels, réduire les coûts liés à l'impression et à la production.

Résultats escomptés:

- Un nombre croissant de publications d'information et de référence ainsi que de publications sur des travaux de recherche répondant à des critères élevés en matière de contenu rédactionnel, de style et de présentation. Une réduction supplémentaire des coûts liés à la production et à la distribution des publications imprimées et électroniques de l'OMC, principalement grâce à un recours plus fréquent à des accords de coédition conclus avec des éditeurs commerciaux jouissant d'une bonne réputation.

Évaluation:

- Les accords de coédition ont permis à l'OMC d'économiser environ 800 000 francs suisses en coûts d'impression et de production, qui ont été pris en charge par les coéditeurs. Ces derniers ont vendu environ 7 000 publications de l'OMC; ils ont versé à l'Organisation plus de 50 000 francs suisses de redevances et lui ont fourni des centaines d'exemplaires gratuits de ces publications sous forme imprimée et sous forme de CD.
- Cent cinquante ouvrages ont été produits (en anglais, en espagnol et en français) par l'OMC et des coéditeurs ainsi que quatre CD-ROM commerciaux.
- Un coéditeur pour les publications en langue espagnole devrait être trouvé en 2002.

Division de la propriété intellectuelle

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 560 000	1 589 697	(29 697)
	Personnel temporaire	11 000	47 483	(36 483)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	6 200	2 210	3 990
	Matériel non durable	0	0	0
	Services contractuels	0	0	0
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	35 800	35 276	524
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	800	0
Total		1 613 800	1 675 467	(61 667)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de la propriété intellectuelle

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

1. Propriété intellectuelle

- i) Assurer avec efficacité le secrétariat du Conseil des ADPIC et de tout groupe spécial chargé du règlement des différends qui pourrait être établi:
 - En 2001, le Conseil des ADPIC a tenu quatre réunions formelles ainsi que plusieurs réunions informelles. Au cours du deuxième semestre de l'année, l'attention s'est concentrée en grande partie sur la question de la propriété intellectuelle et de l'accès aux médicaments; les débats à ce sujet au sein du Conseil des ADPIC ont contribué de manière importante à la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Les principaux domaines dans lesquels le Conseil a accompli des progrès importants pour une meilleure compréhension des problèmes concernent les indications géographiques et les questions liées à l'examen de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC. Les autres grandes activités ont porté sur la notification et l'examen des lois et réglementations nationales de 49 Membres supplémentaires, ainsi que le suivi d'examens effectués antérieurement. Pendant l'année, la Division a assuré le secrétariat d'un groupe spécial chargé du règlement des différends et d'une procédure d'arbitrage dans le domaine des ADPIC.
- ii) Maintenir et, si possible, accroître l'assistance offerte aux Membres de l'OMC sous la forme d'une coopération technique, en particulier en collaboration avec l'OMPI, et plus généralement de renseignements/avis:
 - Au cours de l'année, les membres de la Division ont participé à 14 séminaires de coopération technique ou événements similaires en dehors de Genève. Des membres de la Division ont également participé à d'autres activités de coopération technique à Genève même, comme les cours de formation de l'OMC, l'Académie de l'OMPI, les visites de groupes provenant de pays en développement, ainsi que les entretiens habituels avec les délégués ou représentants officiels de passage, et la correspondance écrite. En juillet 2001, les Directeurs généraux de l'OMPI et de l'OMC ont lancé une initiative conjointe des deux Secrétariats pour fournir une coopération technique aux pays les moins avancés.
- iii) Établir et développer un système de communication avec d'autres organisations intergouvernementales, la communauté des ONG, les spécialistes de la propriété intellectuelle et le monde de l'enseignement, de manière qu'ils comprennent bien l'Accord sur les ADPIC et les mécanismes de l'OMC:
 - En 2001, les autres OIG et ONG ont considérablement accru leurs activités dans les domaines liés à l'Accord sur les ADPIC, notamment au sujet du lien entre l'Accord et la santé publique et entre l'Accord et les droits de l'homme. La Division entretient d'étroites relations de travail avec diverses organisations intergouvernementales, y compris l'OMPI, l'OMS, l'ONU/SIDA, le HCR, la CEE/ONU, l'OMD, l'UPOV, le Secrétariat de la CDB, la FAO, le GCRAL, l'OIV et un certain nombre de bureaux régionaux de la propriété industrielle, comme l'ARIPO, l'OEI et l'OAPI. La Division est en relation avec de nombreuses organisations non gouvernementales, tant à Genève qu'ailleurs, y compris des organisations de spécialistes, des associations du

secteur industriel, des groupements de consommateurs et d'intérêt public et le monde de l'enseignement.

iv) Contribuer à d'autres activités du Secrétariat en rapport avec les droits de propriété intellectuelle, y compris le mécanisme de mise en œuvre du Conseil général et la préparation de la prochaine réunion ministérielle:

- La Division a contribué aux travaux menés dans le cadre du Conseil général sur les questions de mise en œuvre liées à l'Accord sur les ADPIC ainsi qu'au suivi de ces travaux au sein du Conseil des ADPIC lui-même, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de l'article 66:2 et la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la biodiversité. En outre, la Division a contribué aux travaux préparatoires concernant les questions relatives aux ADPIC pour la Conférence ministérielle de Doha, ce qui a conduit aux paragraphes relatifs à la propriété intellectuelle de la Déclaration principale ainsi qu'à la Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. La Division fournit assistance et conseils pour les questions liées aux droits de propriété intellectuelle aux autres services du Secrétariat, notamment la Direction générale, ainsi qu'en ce qui concerne les questions relatives à l'environnement, les accessions, le développement, le commerce électronique et l'examen des politiques commerciales.

2. Politique de la concurrence

i) Assurer avec efficacité le secrétariat du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence:

- En 2001, la Division a assuré le secrétariat d'une réunion informelle et de trois réunions formelles du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence, y compris la rédaction de son rapport au Conseil général et d'un certain nombre de notes d'information.

ii) Apporter aux Membres de l'OMC une assistance sous la forme d'une coopération technique, au besoin en collaboration avec la CNUCED et d'autres organisations intergouvernementales, et plus généralement de renseignements/avis:

- Le Secrétariat a organisé au Cap (Afrique du Sud), en collaboration avec les gouvernements de l'Afrique du Sud et du Royaume-Uni, un atelier à l'intention des pays Membres et des observateurs africains à l'OMC. En outre, des membres du personnel ont participé à des séminaires régionaux ou événements similaires, organisés sous les auspices d'organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales ou de gouvernements nationaux. La Division a également contribué aux activités de coopération technique à Genève, notamment pour les cours de formation de l'OMC, les visites de groupes provenant de pays en développement et les entretiens habituels avec les délégués ou les représentants officiels de passage, ainsi que pour la correspondance écrite.

iii) Établir et développer un système de communication avec d'autres organisations intergouvernementales, les milieux d'affaires, la communauté des ONG, le monde de l'enseignement, etc.:

- La Division entretient d'étroites relations de travail avec diverses organisations intergouvernementales s'intéressant à la politique de la concurrence, y compris la CNUCED, la Banque mondiale et l'OCDE, et communique régulièrement avec

certaines organisations non gouvernementales qui s'intéressent également à cette question. Des membres du personnel ont aussi entretenu des contacts directs avec des universitaires et des spécialistes.

- iv) Contribuer à d'autres activités du Secrétariat en rapport avec les questions relatives à la politique de la concurrence, y compris la préparation de la prochaine réunion ministérielle:

- La Division a contribué à la préparation de la Conférence ministérielle de Doha pour les questions relatives à la politique de la concurrence et a continué de fournir conseils et assistance à la Direction générale et à d'autres services du Secrétariat sur ces questions.

3. Marchés publics

- i) Assurer avec efficacité le secrétariat pour les travaux du Groupe de travail de la transparence des marchés publics:

- La Division a assuré le secrétariat des deux réunions formelles tenues en 2001 par le Groupe de travail de la transparence des marchés publics. Elle a également contribué aux travaux relatifs à la transparence des marchés publics lors de la préparation de la Conférence ministérielle de Doha.

- ii) Assurer avec efficacité le secrétariat du Comité établi en vertu de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics et de tout groupe spécial chargé du règlement des différends qui pourrait être constitué:

- La Division a assuré le secrétariat des deux réunions formelles et des quatre réunions informelles tenues en 2001 par le Comité des marchés publics. Les principales activités ont été les négociations visant à améliorer et élargir l'Accord conformément à l'article XXIV:7 de l'Accord, pour lesquelles le Secrétariat a établi et tenu à jour une abondante documentation détaillée. Le Comité a participé activement aux discussions menées avec 16 pays en voie d'accession à l'Accord et il est convenu de procédures permettant de faciliter les négociations relatives à l'accession.

- iii) Apporter aux Membres de l'OMC une assistance sous la forme d'une coopération technique, et plus généralement de renseignements/avis:

- Des membres de la Division ont participé à deux séminaires de coopération technique. La Division a aussi contribué aux activités de coopération technique à Genève, notamment pour les cours de formation de l'OMC, les visites de groupes provenant de pays en développement et les entretiens habituels avec les délégués ou les représentants officiels de passage, ainsi que pour la correspondance écrite.

- iv) Établir et développer un système de communication avec d'autres organisations intergouvernementales, les milieux d'affaires, la communauté des ONG, le monde de l'enseignement, etc.:

- La Division entretient d'étroites relations de travail avec diverses organisations intergouvernementales, y compris la Banque mondiale, l'OCDE, la BAD, la BID et l'APEC. Elle reste également en contact avec les entités passant des marchés publics, des organisations non gouvernementales, des associations de juristes, des syndicats et le monde de l'enseignement.

- v) Coopérer avec d'autres services du Secrétariat au sujet des questions en rapport avec les marchés publics:
- La Division aide et conseille d'autres services du Secrétariat, notamment la Direction générale, au sujet des questions en rapport avec les marchés publics, les activités du Groupe de travail sur les règles de l'AGCS et l'examen des politiques commerciales.

Division des services linguistiques et de la documentation

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	15 273 700	14 150 588	1 123 112
	Personnel temporaire	7 538 800	11 811 608	(4 272 808)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	314 600	256 721	57 879
	Matériel non durable	695 000	721 279	(26 279)
	Services contractuels			
	Reproduction	1 090 000	1 141 226	(51 226)
	Bureautique	42 000	61 649	(19 649)
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	18 000	12 125	5 875
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	746	54
Total		24 972 900	28 155 940	(3 183 040)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des services linguistiques et de la documentation

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Supprimer le retard actuellement accumulé au stade de la traduction, en vue d'assurer en temps voulu la distribution simultanée des documents dans les trois langues de travail:
 - Au cours des premiers mois de 2001, un plan ambitieux a été mis en place pour supprimer le retard dans la traduction tout en restant à jour dans le travail quotidien. À l'été, des progrès considérables avaient été réalisés. Au moment de la Conférence ministérielle, en novembre, le retard accumulé de longue date au stade de la traduction avait été complètement éliminé. Par conséquent, cet objectif d'importance cruciale pour la Division a été réalisé dans sa totalité.
- ii) Améliorer les services fournis aux Membres, aux observateurs et au public en matière de documentation. La phase 2 du Mécanisme de diffusion des documents (MDD) sera mise en œuvre. Les nouveaux services comprendront la possibilité de rechercher les documents pour les réunions à venir (recherche sur la base des dates de réunion) et la diffusion de la documentation sur CD:
 - En février 2001, le MDD a été remplacé par un système nouveau et plus puissant appelé *Documents en ligne* (voir WT/L/388). Les Membres, le personnel et le public bénéficient de toute la gamme de services que permet cette application depuis le début de 2001. Il est utile de rappeler qu'en novembre 2001, un nouveau service à l'intention des observateurs a été lancé. Cela représente un progrès important compte tenu de la complexité des droits d'accès de chaque observateur. À cet égard, en permettant l'accès en ligne pour les observateurs, le système *Documents en ligne* a contribué à améliorer la notion de transparence. La possibilité de consulter les documents des réunions passées existe depuis février 2001. La diffusion de la documentation sous forme de CD a été remise à 2002/2003 pour des raisons techniques et budgétaires.
- iii) Permettre aux Membres et au public de consulter en ligne l'ensemble des documents du GATT. Il est à noter qu'à ce jour, seuls les documents de l'OMC sont accessibles au moyen du MDD:
 - Ce projet a été scindé en deux: a) les documents du GATT les plus importants ont été chargés dans le système et sont désormais accessibles aux Membres, aux observateurs, au personnel et au public au moyen de "*Documents en ligne*". En outre, tous les documents du Cycle d'Uruguay ont également été chargés dans le système et sont eux aussi accessibles par ce moyen; b) tous les autres documents du GATT (depuis le 1^{er} janvier 1988) ont été chargés dans le système et sont accessibles en ligne par l'Intranet.
- iv) Améliorer le Système de gestion des documents (qui date de cinq ans) vu l'existence de systèmes d'exploitation plus perfectionnés et compte tenu des nouveaux besoins:
 - Le passage à un environnement 32 bits a été accompli à 85 pour cent en 2001. Le reste de l'opération sera réalisé au cours du premier trimestre de 2002. On notera que cette amélioration incluait le perfectionnement de plusieurs modules ainsi que la création de nouveaux modules.

v) Renforcer l'assistance informatique aux traducteurs et interprètes:

- Le Système d'aide à la traduction (TAS) a été amélioré et des exemplaires supplémentaires du Translator's Workbench ont été achetés et mis en service. Sur le plan de la traduction externe, une version spéciale de *Documents en ligne pour les traducteurs* a été lancée au cours de l'été 2001. Elle incorpore la "technique de synchronisation des textes" et constitue un outil de traduction important pour nos collaborateurs de l'étranger.

Division des affaires juridiques

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 805 200	1 669 767	135 433
	Personnel temporaire	47 000	60 917	(13 917)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	10 750	8 095	2 655
	Matériel non durable	0	159	(159)
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	10 300	9 752	548
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	364	436
	Divers			
	Groupes spéciaux	1 337 000	923 366	413 634
Total		3 211 050	2 672 420	538 630

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des affaires juridiques

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

Considérations d'ordre général

- Comme lors des évaluations annuelles précédentes, il convient de faire deux observations générales au sujet de l'évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour la Division des affaires juridiques. Premièrement, le travail que la Division est appelée à effectuer est presque totalement un travail **en fonction des demandes**, c'est-à-dire que nous sommes prêts à répondre aux demandes de renseignements, de conseils et de formation dans le domaine juridique émanant de diverses sources, et notamment des groupes spéciaux chargés du règlement des différends, de l'ORD et de son Président, des délégations des Membres, du Directeur général et du Secrétariat, ainsi que du grand public. Il serait donc difficile de dire que nous avons fixé nos propres objectifs ou de dire que ceux-ci changent considérablement avec le temps. Deuxièmement, il reste extrêmement difficile, étant donné la nature même de notre travail, de **mesurer** réellement la réalisation de nos objectifs.
- Pour résumer notre évaluation, nous avons pleinement réalisé les "Objectifs pour 2001", tels qu'ils sont énoncés à la page 125 des "Prévisions budgétaires 2001" (WT/BFA/SPEC/49). Plus précisément, le personnel de la Division des affaires juridiques s'est acquitté fidèlement des fonctions relatives aux affaires juridiques et des fonctions de dépositaire énoncées dans ces objectifs. Comme les années précédentes, nous n'avons parfois pas été en mesure de respecter les dates limites fixées dans le Mémoire d'accord sur le règlement des différends pour ce qui est de la distribution des rapports définitifs des groupes spéciaux chargés du règlement des différends; cependant, lorsque cela s'est produit, cela était dû, comme par le passé, à la longueur excessive des parties descriptives de ces rapports et au retard important dans la traduction qui en découlait pour la Division des services linguistiques et de la documentation, ou à la complexité de certaines affaires pour lesquelles les groupes spéciaux ont décidé de prolonger leurs délibérations. La Division n'a pas non plus été en mesure de réaliser les objectifs fixés pour 2001 en ce qui concerne l'échéance prévue pour l'achèvement et la publication de l'Index analytique de l'OMC, ceci étant dû en grande partie à des tâches concurrentes du personnel concerné.
- On trouvera ci-après une évaluation plus détaillée.

Fonctions relatives aux affaires juridiques

- i) Fournir des avis juridiques aux groupes spéciaux et assurer en général, et de façon appropriée et rapide, un soutien pour l'établissement des rapports des groupes spéciaux:
 - En 2001, la Division a assuré le secrétariat de huit groupes spéciaux ordinaires, dont trois ont achevé leurs travaux.
 - En 2001, la Division a assuré le secrétariat de trois groupes spéciaux de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 qui tous ont achevé leurs travaux.
 - La Division a coordonné le processus de composition de cinq groupes spéciaux.

- La Division a conseillé le Directeur général pour la composition de deux groupes spéciaux.
- ii) Fournir des avis juridiques au Bureau du Directeur général, aux organes de l'OMC et aux autres divisions, y compris en ce qui concerne les services à fournir au Secrétariat de la CPR:
- La Division a fréquemment fourni des avis juridiques au Secrétariat, y compris des notes d'information et avis informels au Directeur général, à la Direction générale et, plus généralement, au Secrétariat; une part importante de ces avis ont été liés à la préparation de la Conférence ministérielle de Doha ou ont été donnés dans le cadre de la conduite des négociations multilatérales.
 - Outre les avis juridiques pour des questions relatives aux Accords de l'OMC, nous avons de plus en plus souvent été sollicités pour des avis sur d'autres questions juridiques, par exemple des questions concernant le personnel, ou sur des accords de coopération, des contrats de fourniture, des accords d'assistance technique, etc.
 - Nous avons régulièrement été sollicités pour fournir des avis juridiques importants à l'ORD et à son Président; nous avons également fourni régulièrement des avis juridiques aux divers comités dont la Division de l'accès aux marchés assure le secrétariat, et en particulier au Conseil du commerce des marchandises et au Comité de l'accès aux marchés et à leur Président.
 - Nous avons conseillé le président de l'ORD et les Membres de l'OMC au sujet de propositions de modification du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends et de l'établissement d'une procédure pour la négociation de ces modifications.
 - La Division a conseillé le Secrétariat et les Membres de l'OMC pour les questions juridiques liées à la mise en œuvre des obligations contractées dans le cadre de l'OMC et à la création d'un cadre juridique pour les négociations multilatérales sur l'agriculture, les services et d'autres questions.
 - La Division a fourni un appui technique juridique à la Direction générale et aux délégations en ce qui concerne la quatrième Conférence ministérielle et son suivi.
 - En 2001, la Division a continué d'apporter un soutien essentiel, à la fois juridique et administratif, au Groupe de travail de l'accession de la Chine dans sa dernière année; un membre de la Division a continué de remplir les fonctions de secrétaire du Groupe de travail et a apporté son aide au Président du Groupe de travail pour les quatre principales réunions que celui-ci a tenues en 2001, en sus des nombreuses consultations informelles et sessions plurilatérales; le Directeur a supervisé à Doha l'approbation et l'acceptation des modalités de l'accession de la Chine.
 - Un membre de la Division a continué de remplir les fonctions de secrétaire de la CPR (huit procédures, dont cinq menées à bien et trois encore en instance); un autre membre de la Division a continué d'être membre de la CPR; deux autres membres ont fourni des avis juridiques à des membres du personnel qui contestaient des décisions administratives du Directeur général, dont un a présenté l'affaire devant la CPR; et le Directeur a continué de conseiller le Directeur général pour les recours de membres du personnel devant la CPR et, dans un cas, a rédigé la position du Directeur général et l'a présentée devant la CPR. Ainsi, la Division a consacré une partie importante de ses ressources aux questions relatives à la CPR.

iii) Participer aux activités d'assistance technique, surtout en ce qui concerne la formation, et de façon plus générale, aider le Secrétariat à remplir le mandat qui lui incombe en matière de formation au titre de l'article 27:3 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends:

- Le personnel de la Division a participé de façon importante aux cours spéciaux sur le règlement des différends, aux cours ordinaires de formation de l'OMC, aux missions de coopération technique de l'OMC ainsi qu'à d'autres séminaires et ateliers de formation, par exemple à Amman, Bangkok, Beijing, Lima, Marrakech, Managua, Montevideo, New Delhi et Singapour.
- Des membres de la Division ont également présenté des exposés à des réunions d'autres organisations dont les activités ont un rapport avec l'OMC: réunions UE/OMC à Milan, sur l'OMC et le principe de précaution à Paris, sur l'OMC et les AEM à Washington, sur la Chine et l'OMC à Canberra et Beijing, sur le commerce international des OGM à Aix-en-Provence, etc.
- La Division a estimé à la fin de 2001 qu'elle aurait besoin au moins de l'équivalent d'une année/personne supplémentaire pour mener à bien les activités additionnelles d'assistance technique et de formation prescrites par la Déclaration ministérielle de Doha.

iv) Établir et publier l'Index analytique des Accords de l'OMC et d'autres publications telles que la "Situation des instruments juridiques" et la brochure sur le règlement des différends:

- Malgré les progrès importants réalisés dans l'élaboration de la première édition de l'Index analytique de l'OMC, la Division n'a pas été en mesure d'achever cette tâche en 2001; la nouvelle échéance visée est la fin d'avril 2002, la publication en version papier, sur CD-ROM et "en ligne" étant prévue plus tard dans l'année; ce retard dans la publication permettra d'inclure dans l'Index toute la jurisprudence et les autres décisions pertinentes intervenues jusqu'à la fin juin 2001.
- La Division s'est chargée comme précédemment de la préparation et de la publication des documents de la série DS.
- La Division a élaboré et distribué sept mises à jour de l'État d'avancement des différends soumis à l'OMC.
- En coopération avec la Division de l'informatique, elle a pu assurer le plein fonctionnement de la Base de données sur le règlement des différends sur Microsoft Access et a obtenu d'un consultant externe une étude de faisabilité pour rendre la base de données accessible sur le site Web de l'OMC.
- La Division a continué d'assurer en partie les travaux de contrôle de la rédaction et de correction des rapports de règlement des différends dans les trois langues de l'OMC, reprenant le travail le plus exigeant qui est celui du contrôle de la version anglaise de ces rapports, dont se chargeait auparavant le Secrétariat de l'Organe d'appel.

Fonctions de dépositaire

v) Assurer les fonctions de dépositaire du Directeur général:

- Le personnel de la Division a continué à assurer les fonctions de dépositaire du Directeur général, en préparant tous les textes sur papier traité des protocoles,

certifications, procès-verbaux, etc., en enregistrant et en notifiant aux Membres toutes les mesures prises au sujet d'instruments juridiques; en mettant à jour la Situation des instruments juridiques; en enregistrant tous les instruments juridiques auprès des Nations Unies; en tenant à jour la liste des Membres; et en fournissant des documents à la Division chargée d'inclure ces informations dans la série des IBDD.

Division de l'accès aux marchés

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 535 300	1 428 321	106 979
	Personnel temporaire	5 000	29 664	(24 664)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	0	0	0
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	27 700	27 630	70
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	665	135
Total		1 568 800	1 486 280	82 520

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'accès aux marchés

Évaluation de la réalisation des objectifs pour 2001

Assurer avec efficacité le secrétariat des organes de l'OMC ci-après:

i) Conseil du commerce des marchandises:

- Comme il est indiqué dans le volume 2 du document WT/BFA/SPEC/49, les objectifs du Conseil du commerce des marchandises (CCM) en 2001 étaient dans une très large mesure liés aux activités de ses organes subsidiaires. Le CCM supervise les accords commerciaux multilatéraux et les décisions ministérielles concernant le secteur des marchandises et il se prononce, au besoin, sur les questions soulevées par les divers comités qui lui font rapport. Il a été souligné qu'à ce titre il est appelé notamment à examiner et approuver les demandes de dérogation et de prorogation de dérogation, à adopter le mandat en vertu duquel les accords de libre-échange doivent être examinés au CACR, et à prendre note de la situation concernant le respect des obligations de notification. Le CCM devait aussi examiner des questions de fond et des questions liées aux marchandises qui restaient à déterminer.
- Pour atteindre le résultat escompté, à savoir *veiller à "l'exécution et à la mise en œuvre harmonieuse des tâches attribuées aux organes relevant de la Division"*, celle-ci a préparé huit réunions formelles du Conseil au cours desquelles diverses questions ont été débattues et achevé avec succès les consultations relatives à la dérogation déjà ancienne au titre de l'article IX concernant l'Accord de partenariat ACP-CE.
- En février et en mai, la Division a également assuré le secrétariat de deux réunions informelles du Conseil pour lui permettre de poursuivre ses travaux d'analyse sur la facilitation des échanges, qui étaient axés sur la préparation de la quatrième Conférence ministérielle. En réponse à une demande faite par des Membres à la réunion de février, la Division a organisé un atelier sur l'assistance technique et le renforcement des capacités en matière de facilitation des échanges et établi un rapport sur cet atelier (G/C/W/297).

ii) Comité des licences d'importation:

- En 2001, la Division a préparé deux réunions formelles du Comité, au cours desquelles ont été examinées 46 notifications reçues au titre de diverses dispositions de l'Accord. Elle a fourni des renseignements et des avis aux délégations et à plusieurs pays accédants et répondu aux demandes émanant d'un certain nombre de groupes privés concernant des questions relatives aux licences d'importation.

iii) Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information:

- En 2001, le Comité a tenu cinq réunions formelles et quatre réunions informelles:

Mener des consultations sur les obstacles non tarifaires:

- Le Comité a entrepris en 2001 l'exécution du Programme de travail sur les mesures non tarifaires dont il est convenu vers la fin de 2000.

- À toutes ses réunions formelles et à ses réunions informelles, le Comité a poursuivi l'identification et l'examen des mesures non tarifaires qui ont eu des incidences sur le commerce des produits des technologies de l'information.
- Onze communications ont été présentées par les participants au programme de travail, qui ont servi de base de discussion et d'examen.

Examen des produits visés:

- L'"Examen des produits visés" a été traité à chacune des réunions formelles du Comité au titre du point de l'ordre du jour "Autres questions", mais il n'y a pas eu de conclusion formelle de ces travaux de la part des participants, ni de décision ou de discussion dans le cadre du programme de travail formel. Il a été noté que les consultations se poursuivaient.

Examen des questions de classification:

- Les travaux se sont poursuivis sur les divergences en matière de classification lors des réunions formelles tenues au cours de l'année.
- Le Comité a eu un échange de correspondance avec l'OMD pour lui demander son avis sur la question en ce qui concerne certains produits.

Accroître la participation grâce à l'accession de nouveaux membres:

- En 2001, deux nouveaux pays sont devenus participants au Comité, la Bulgarie et la Moldova.

Surveiller et examiner la mise en œuvre:

- Le Comité a examiné la mise en œuvre de l'ATI à chacune de ses cinq réunions formelles tenues au cours de l'année.
- Cinq documents concernant l'état de la mise en œuvre ont été élaborés et distribués de manière à permettre aux participants de poursuivre l'examen de la question.

Examiner d'autres questions relatives au commerce des produits des technologies de l'information:

- Le Comité a été le cadre dans lequel les participants ont pu soulever toute question concernant la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information.

iv) Règles d'origine

Exécuter le Programme de travail pour l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles:

- Le Comité des règles d'origine a tenu cinq sessions de négociation afin d'exécuter le Programme de travail pour l'harmonisation et a résolu 281 questions en suspens.
- Le texte intégral de négociation a été mis à jour après chaque session de négociation.

Assurer le secrétariat du Comité des règles d'origine:

- Les cinq sessions du Comité ont été préparées comme il se doit et ont été menées à bien.
- Les comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/RO/M/35 à 39

Donner des renseignements et des avis aux délégations, au secteur privé et aux autres divisions du Secrétariat sur les questions relatives aux règles d'origine:

- Des renseignements ont été fournis en réponse aux demandes émanant de diverses parties.

Assister aux réunions tenues deux fois l'an par le Comité technique des règles d'origine de l'OMD à Bruxelles:

- Un membre de la Division a assisté à une réunion du Comité technique des règles d'origine de l'OMD.
- Le Comité technique n'a tenu qu'une seule réunion en 2001 au lieu des deux prévues.

v) Évaluation en douane

Examiner les législations des Membres et surveiller la mise en œuvre de l'Accord

- C'est en 2001 que tous les délais octroyés au titre de l'article 20:1 sont arrivés à expiration pour les pays en développement Membres. Au cours de l'année, le Comité a traité sept demandes de prorogation du délai prévu au paragraphe 1 de l'Annexe III; quatre prorogations ont été accordées et trois sont encore en suspens. En outre, quatre Membres ont demandé à faire des réserves pour conserver les valeurs minimales prévues au paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord.
- Le Comité a examiné les législations nationales de 19 Membres. Il a terminé l'examen des législations de l'Albanie, du Brésil, de la Colombie, de Cuba, de la Dominique, de l'Indonésie, de la Jamaïque, de Madagascar, de la Malaisie, de Maurice, d'Oman, du Pakistan, des Philippines, de la République dominicaine, de la République kirghize, de la Roumanie, du Sénégal et de l'Uruguay. Le Comité devait revenir sur la législation de la Corée pour plus ample examen.

Assurer le secrétariat du Comité de l'évaluation en douane:

- En 2001, le Comité a tenu six réunions formelles (les 9 mars, 11 avril, 24 juillet, 2 et 25 octobre et 21 novembre). Une grande partie des travaux de l'année ont porté sur les questions de mise en œuvre.
- Le Secrétaire du Comité a fourni tous les documents de base nécessaires à ces réunions (près de 100 documents différents, y compris les aérogrammes, rapports des réunions, rapports factuels, projets de décisions, etc.)

Examiner les besoins d'assistance technique des pays en développement; déterminer le rôle de l'OMC dans l'octroi de cette assistance; soutenir les missions pour accélérer la mise en œuvre:

- À ses réunions formelles et informelles, le Comité a continué de concentrer son attention sur la question de l'assistance technique. À sa réunion du 24 juillet, il a adopté un programme de travail pour le renforcement de ses activités d'assistance technique. Il débat actuellement de la manière de mettre en œuvre ce programme de travail.
- En 2001, sept missions en matière d'évaluation en douane ont été effectuées au niveau national et une mission de formation en cours d'emploi de trois semaines au niveau régional.

Participer aux réunions du Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMD:

- En 2001, le Secrétaire du Comité a assisté aux douzième et treizième sessions du Comité technique.

Recevoir et traiter les notifications de législations:

- Voir le paragraphe ci-dessus relatif à l'examen des législations des Membres.

vi) Comité de l'accès aux marchés

Superviser la mise en œuvre des concessions résultant du Cycle d'Uruguay relatives aux mesures tarifaires et non tarifaires, ainsi que des concessions offertes par les pays accédants:

- Au cours des trois réunions formelles et 12 réunions informelles qu'il a tenues, le Comité de l'accès aux marchés a fourni aux Membres un cadre pour soulever des questions concernant la mise en œuvre des concessions résultant du Cycle d'Uruguay relatives aux mesures tarifaires et non tarifaires, ainsi que des concessions offertes par les pays accédants.

Achever la transposition des listes de concessions dans le Système harmonisé (SH):

- En 2001, la liste de concessions d'un Membre a été transposée.

Améliorer l'efficacité de ses travaux en veillant a) à ce que les Membres communiquent en temps voulu les notifications concernant les restrictions quantitatives et les renseignements commerciaux et tarifaires; b) à ce que la décision concernant l'établissement sur feuillets mobiles des listes concernant les marchandises soit appliquée et qu'un processus de vérification électronique soit mis en place, moyennant quoi les Membres disposeront des renseignements nécessaires à cette supervision:

- En ce qui concerne la communication en temps voulu par les Membres de renseignements commerciaux et tarifaires, le Comité a commencé ses travaux dans ce domaine après s'être entendu sur un programme pour une "Évaluation multilatérale de l'exploitation de la BDI et des activités d'assistance technique y relatives". Il a tenu quatre réunions à ce sujet sur la base des groupements régionaux et le Secrétariat a élaboré des notes d'information pour chacune d'entre elles. Le Comité a également débattu des résultats de ces réunions lors d'une réunion informelle tenue le 24 septembre 2001 et à la réunion formelle du 26 septembre 2001, et il a examiné les

moyens d'améliorer les communications à la BDI et les activités d'assistance technique.

- Aucune communication n'a été faite en application de la Décision sur l'établissement des listes tarifaires codifiées sur feuillets mobiles. Cependant, les travaux concernant la base de données relative aux listes tarifaires codifiées ont bien progressé, le Comité étant régulièrement tenu informé de l'état d'avancement du projet.

Achever l'introduction des modifications du SH approuvées par l'Organisation mondiale des douanes dans les listes tarifaires de l'OMC ainsi que leur vérification:

- Poursuivant la pratique établie l'année précédente, le Comité est convenu de tenir des réunions informelles consacrées à l'examen de la situation en ce qui concerne le SH 1996 sur la base de la liste informelle établie par le Secrétariat. Trois réunions de ce genre ont été tenues en 2001.
- En 2001, le Comité a continué d'examiner la question du SH 2002, en se penchant tout particulièrement sur les procédures de l'OMC. Un certain nombre de réunions informelles ont été tenues pour élaborer de nouvelles procédures à cet effet. À sa réunion du 27 juin 2001, le Comité est parvenu à un accord sur les procédures proposées et les a transmises pour adoption au Conseil du commerce des marchandises et au Conseil général. Le Conseil général a approuvé les procédures à sa réunion du 18 juillet 2001 (document WT/L/407).

Examiner les questions de procédure concernant les modifications et les rectifications des listes:

- Le Comité n'a pas examiné ces questions en 2001.

Réexaminer la situation des dérogations accordées pour l'introduction du Système harmonisé et l'introduction des modifications du Système harmonisé dans les listes:

- Le Comité a examiné cette question et, après des consultations informelles, est convenu que les Membres qui demandaient une dérogation pour l'introduction des modifications du SH 1996 se verraient accorder une dernière prorogation de la "dérogation collective". Après cela, les dérogations seraient, le cas échéant, accordées sur une base individuelle.

Division des règles

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 693 200	1 663 287	29 913
	Personnel temporaire	26 300	54 030	(27 730)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	0	0	0
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
	Bureautique	0	0	0
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	8 000	2 843	5 157
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	481	319
	Divers			
	Groupes spéciaux			
Total		1 728 300	1 720 642	7 658

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des règles

Réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Veiller à ce que les négociations et les consultations en cours dans les organes de l'OMC dont la Division assure le secrétariat se déroulent efficacement et soient facilitées; appuyer la direction générale et les autres divisions relativement à toutes les questions relevant du domaine des règles (WT/BFA/SPEC/49, II, objectifs i) et vi)).

En 2001, le personnel de la Division des règles a assuré le secrétariat de quelque 35 réunions formelles et informelles des organes principaux et subsidiaires relevant de sa compétence.⁴ Cette tâche comprenait la distribution des notifications des Membres concernant les subventions, la législation relative aux mesures commerciales correctives contingentes, les mesures prises en la matière, et les entreprises commerciales d'État. Elle comprenait également la préparation de documents, d'ordres du jour provisoires, de notes pour les présidents et de comptes rendus détaillés des réunions, ainsi que la tenue de consultations avec les présidents et les délégations – souvent sur la base de consultations nombreuses et approfondies – portant sur des questions concernant les travaux de ces organes. Le personnel de la Division a en outre fourni des informations sur les diverses réunions aux délégations qui n'avaient pas été en mesure d'y assister. Parmi les travaux effectués en 2001 par les organes s'occupant du domaine des règles, on peut citer les exemples suivants:

- dans le domaine des subventions, le personnel de la Division a assisté la présidence dans les longues consultations menées entre les Membres (à savoir, au moins neuf séries de consultations avec divers groupes de Membres intéressés) pour examiner les cinq questions liées à la mise en œuvre qui avaient été portées devant le Comité SMC, et dans l'élaboration des procédures spéciales adoptées par les Ministres à Doha suite aux demandes de certains pays en développement qui souhaitaient des prorogations de l'exemption de la prohibition en matière de subventions à l'exportation. Le personnel de la Division a également participé aux travaux en cours à l'OMC sur les subventions dans le secteur de la pêche;
 - adoption formelle du protocole et de l'annexe sur les produits visés de l'Accord sur le commerce des aéronefs civils qui avaient été préparés par le personnel de la Division à l'intention du Comité du commerce des aéronefs civils.
- ii) Surveiller la mise en œuvre des Accords de l'OMC dans le domaine des règles et aider à leur mise en œuvre; participer au programme d'assistance technique de l'OMC; appuyer les autres divisions relativement à toutes les questions relevant du domaine des règles (WT/BFA/SPEC/49, II, objectifs ii), iii), iv) et vi)).

La Division a poursuivi activement son programme d'aide à la mise en œuvre et d'assistance technique, et a continué de donner des avis spécialisés aux délégations et aux administrations nationales dans le domaine des subventions, des mesures commerciales correctives contingentes, des entreprises commerciales d'État et du commerce des aéronefs civils. Le secrétariat des groupes

⁴ Les organes dont la Division des règles assure le secrétariat sont: le Comité des pratiques antidumping, le Comité des subventions et des mesures compensatoires, le Comité des sauvegardes, le Comité du commerce des aéronefs civils, le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État, le Groupe d'experts permanent, le Groupe informel de l'anticcontournement, le Groupe de travail spécial de la mise en œuvre de l'Accord antidumping, le Groupe de travail des notifications concernant les subventions, le Sous-Comité technique du Comité du commerce des aéronefs civils et le Groupe de travail du commerce et de la politique de la concurrence (secrétariat partagé). La Division assure également le secrétariat du Groupe de négociation sur les règles.

spéciaux chargés du règlement des différends représentant une part de plus en plus importante de sa charge de travail, elle n'a pas pu répondre à beaucoup de demandes d'assistance technique présentées par les Membres et a été contrainte de réduire le nombre et la portée de ses projets spécifiques dans ce domaine. Cela étant:

- Le personnel de la Division a traité chaque mois entre 20 et 25 demandes d'avis spécifiques et détaillés sur des questions découlant de la mise en œuvre et de l'administration des mécanismes en matière d'antidumping, de droits compensateurs et de mesures de sauvegarde, ainsi que des obligations au titre de l'Accord sur le commerce des aéronefs civils. En outre, il a traité chaque mois plusieurs demandes de conseils concernant l'exécution des obligations en matière de notification, ayant trait à la fois à des questions de procédure et de fond en rapport avec la notification des programmes de subventions, des entreprises commerciales d'État et des mesures commerciales correctives contingentes. Il a également donné des conseils aux pays en voie d'accession au sujet des obligations que leur confèrent les accords relevant de la compétence de la Division, y compris en ce qui concerne le processus d'accession distinct à l'Accord plurilatéral sur le commerce des aéronefs civils.
- En ce qui concerne l'assistance en matière de mise en œuvre accordée à divers pays, le personnel de la Division a aidé à élaborer et/ou examiné les projets de législation de plusieurs pays dans le domaine des mesures commerciales correctives contingentes.
- Des membres de la Division ont mené 17 missions d'assistance technique couvrant quelques-uns ou l'ensemble des thèmes suivants: disciplines multilatérales relatives aux subventions, mesures commerciales correctives contingentes, obligations en matière de notification et règlement des différends.
- Des membres de la Division ont fait des exposés, lorsque cela était nécessaire, sur la lutte contre le dumping, les subventions et les mesures compensatoires et les sauvegardes, ainsi que sur les entreprises commerciales d'État, lors des programmes régionaux de formation organisés par la Division de la coopération technique en coopération avec d'autres organisations internationales. Ces activités ont été menées à bien, par exemple, en Autriche (en coopération avec l'Institut multilatéral de Vienne, pour les pays d'Europe centrale, d'Europe de l'Est et d'Asie centrale).
- Des fonctionnaires de la Division ont fait une douzaine d'exposés dans le cadre des stages de politique commerciale de l'OMC sur la lutte contre le dumping, les subventions et les mesures compensatoires, les sauvegardes et les entreprises commerciales d'État. À la demande de la Division de la coopération technique, ils ont également fait des exposés plus brefs sur ces thèmes et sur les obligations en matière de notification devant des délégations envoyées à Genève par les administrations nationales de pays Membres ou par des pays en voie d'accession, et des représentants individuels de pays Membres.
- L'un des objectifs de la Division pour 2001 était de terminer et de publier le manuel sur les pratiques antidumping. La Division a reçu par le passé de nombreuses demandes d'élaboration d'un manuel sur les enquêtes antidumping visant à aider les pays en développement à mieux comprendre ce processus. L'approche adoptée pour élaborer ce manuel consistait donc à fournir un outil pratique aux services de lutte contre le dumping nouvellement créés ou aux Membres sur le point de créer de tels services, pour les aider à mener des enquêtes. Le principal objectif du manuel est donc d'apporter une assistance technique à certains Membres qui ont besoin d'un

manuel détaillé sur les enquêtes antidumping. Le projet de manuel a été achevé en 2001, un examen final devant être effectué en 2002. Le manuel devrait être publié en octobre 2002.

- De plus, le personnel a travaillé sur les bases de données de la Division consacrées aux mesures antidumping et aux mesures compensatoires. Ces bases de données ont permis à la Division de répondre chaque mois à de nombreuses demandes émanant des délégations, de la direction générale et d'autres divisions, qui souhaitaient obtenir des renseignements spécifiques.
 - Des membres de la Division ont poursuivi leur participation à l'établissement de la nouvelle édition de l'Index analytique, à paraître prochainement.
- iii) Fournir des secrétaires et des juristes aux groupes spéciaux chargés du règlement des différends de l'OMC qui ont à connaître de questions relevant des Accords dans le domaine des règles; appuyer les autres divisions relativement à toutes les questions relevant du domaine des règles (WT/BFA/SPEC/49, II, objectifs v) et vi)).

Une part importante et en progression constante des activités de la Division a trait au règlement des différends. Globalement, plus de la moitié de l'ensemble des groupes spéciaux chargés du règlement des différends de l'OMC relève du domaine des Règles. La Division a fourni des secrétaires et des juristes à onze groupes spéciaux établis ou en exercice en 2000. En raison d'un manque de personnel et compte tenu de ses autres responsabilités, la Division n'a pas été en mesure de fournir des secrétaires et des juristes à certains groupes spéciaux relevant du domaine des règles établis en 2001; le personnel de la Division a toutefois contribué d'une manière substantielle aux travaux d'au moins trois autres groupes spéciaux traitant de questions relatives aux règles. Les travaux de la Division concernant ces groupes spéciaux ont donné lieu à plus de 45 réunions avec les membres des groupes spéciaux (en présence ou non des parties), dont la plupart ont duré plusieurs jours. À la demande des membres des groupes spéciaux, ces travaux ont aussi consisté à élaborer de nombreux documents de travail et autres notes concernant diverses questions à examiner et à régler, ainsi qu'à rédiger et préparer des parties descriptives et des rapports.

- Des rapports ont été établis pour les groupes spéciaux chargés d'examiner les affaires suivantes: *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*; *Argentine – Carreaux de céramique*; *États-Unis – Restrictions à l'exportation*; et *États-Unis – Tubes et tuyaux*.
- Les travaux avaient commencé ou étaient en cours pour les groupes spéciaux examinant les affaires suivantes: *États-Unis – Tôles en acier*; *Chili – Fourchettes de prix*; *Égypte – Barres*; *États-Unis – Mesures compensatoires*; *États-Unis – Produits en acier au carbone*; *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement de Byrd)*; *CE – Accessoires de tuyauterie*; *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*; *Canada – Crédits à l'exportation*; *États-Unis – Bois d'œuvre résineux*.
- Le personnel de la Division a également aidé les Membres et, lorsque cela était nécessaire, le Directeur général, à établir la composition de quelque huit groupes spéciaux au cours de l'année 2001.

- iv) Entreprendre toute tâche pouvant découler des discussions en cours au Conseil général; appuyer la direction générale et les autres divisions relativement à toutes les questions relevant du domaine des règles (WT/BFA/SPEC/49, II, objectifs vi) et vii)).

Le personnel de la Division a pris une part prépondérante à la Conférence ministérielle de Doha et a participé activement à la préparation des thèmes et concepts liés aux règles en vue de cette conférence, notamment par un fort engagement dans le domaine des aspects liés aux règles du "processus de mise en œuvre" concernant les nombreuses propositions de mise en œuvre dans les domaines des mesures antidumping et des subventions. À cet égard, la Division a participé à une multitude de réunions internes et de réunions avec les délégués, assuré le secrétariat des consultations entre les Membres, analysé des propositions, fourni des conseils à la direction générale, aidé à la rédaction des notes des présidents et aidé la direction générale et les Membres à élaborer des approches en matière de mise en œuvre et des propositions concernant les textes du Conseil général et des décisions de la Conférence ministérielle de Doha sur les questions relatives aux règles. Les fonctionnaires supérieurs de la Division ont assisté à la Conférence ministérielle de Doha et ont participé d'une manière intensive, en mettant à disposition des Membres et de la direction générale le savoir-faire nécessaire, à la conceptualisation et à la mise en forme définitive des aspects liés aux règles de la Déclaration ministérielle et de la Décision relative à la mise en œuvre.

- v) Autres

Les membres de la Division ont participé en qualité d'observateurs à des réunions du Groupe conjoint des échanges et de la concurrence et du Groupe des participants à l'Arrangement relatif aux crédits à l'exportation de l'OCDE.

Division des statistiques

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	3 193 600	3 094 183	99 417
	Personnel temporaire	243 000	280 995	(37 995)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	43 140	15 887	27 253
	Matériel non durable	2 000	287	1 713
	Services contractuels Bureautique	33 050	21 899	11 151
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	21 000	17 532	3 468
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	0	800
	Divers			
	Organes des Nations Unies			
Total		3 536 590	3 430 783	105 807

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des statistiques

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- Les objectifs globaux de la Division pour 2001 sont de continuer de se consacrer à la fourniture en temps opportun de statistiques, de conseils techniques, d'une assistance et d'un soutien efficaces et de qualité aux Membres, au Secrétariat et au grand public; et de continuer de participer activement aux initiatives interinstitutions visant à améliorer la coordination, la coopération et la collaboration dans les domaines du commerce des marchandises et du commerce des services.
- Dans le cadre de ces activités essentielles, le personnel fera porter ses efforts sur plusieurs domaines importants, à savoir la fourniture en temps opportun de statistiques de base, de conseils techniques et d'une assistance utiles au Secrétariat en prévision des négociations prescrites dans les secteurs de l'agriculture et des services; et l'établissement de l'infrastructure technique nécessaire au soutien des futures négociations tarifaires. Grâce à notre participation active aux équipes spéciales interorganisations sur les statistiques du commerce des marchandises et du commerce des services, nous visons d'ici à 2001 à échanger davantage de données entre institutions (l'OMC et le CCI collaboreront à un projet conjoint) sur le commerce des marchandises, et à promouvoir la mise en œuvre par les responsables nationaux des statistiques du premier Manuel sur les statistiques du commerce international des services élaboré au niveau international.

Réalisation des objectifs

a) Continuer de se consacrer à la fourniture en temps opportun de statistiques efficaces et de qualité

- En 2001, la Division a fourni des statistiques sur le commerce des marchandises et le commerce des services pour le "Rapport annuel de l'OMC pour 2001" et pour la partie "Statistiques du commerce international" du rapport de l'OMC. Ce rapport a été publié avec trois semaines d'avance, de manière à coïncider avec la Conférence ministérielle de Doha, et a été complété par un résumé des derniers événements en matière de commerce international.
- D'importantes améliorations ont été apportées par les sections du commerce des marchandises et du commerce des services au processus de collecte des données, de leur production et leur diffusion auprès du public. Plus particulièrement, l'utilisation d'outils électroniques (sites Web, CD-ROM) a considérablement simplifié la procédure. Le recours à de nouvelles méthodes d'estimation, la correction des erreurs statistiques et l'utilisation de statistiques parallèles ont abouti à des données de plus grande qualité. Un examen majeur des données statistiques du commerce des services pour les pays les moins avancés a été lancé au cours de l'année.
- La section du commerce des marchandises a ajouté un réseau d'échanges internationaux de produits agricoles à son programme ordinaire intitulé "réseau mondial", ainsi que de nouvelles statistiques rétrospectives sur le commerce des vêtements et des textiles. Elle a fait remonter jusqu'en 1980, plusieurs séries de statistiques portant par exemple sur le commerce des produits agricoles et des produits manufacturés d'un pays. Les données concernant les pays les moins avancés ont été considérablement améliorées grâce à une meilleure couverture des partenaires, des renseignements plus précis sur les produits et un allongement des périodes

considérées. La section du commerce des services a établi avec succès une estimation des échanges internationaux dans certains secteurs des services.

b) Conseils techniques, assistance et soutien aux Membres, au Secrétariat et au grand public

- La Section de la Base de données intégrées (BDI) a planifié, organisé et mis en œuvre l'examen multilatéral de la BDI effectué par le Comité de l'accès aux marchés. Le succès de cet examen ainsi que l'établissement de correspondants nationaux ont permis aux Membres de présenter davantage de communications. Les nombreuses activités d'assistance technique régionales et nationales dans lesquelles s'est impliquée la Section, ainsi que sa participation au séminaire de l'OMC sur les questions tarifaires, aux cours de politique commerciale basés à Genève et au séminaire sur les questions autres que d'ordre commercial ont également contribué à une participation accrue à la BDI.
- La Section de l'élaboration des systèmes et de la production a mis sur pied un prototype de fonction d'analyse via Internet de la BDI, qui est actuellement testé par des utilisateurs.
- Les sections de la BDI et de l'élaboration des systèmes et de la production ont nettement amélioré le traitement et la diffusion électroniques des communications adressées à la BDI.
- Concernant la base de données sur les listes tarifaires codifiées, tous les engagements tarifaires et les engagements dans le domaine de l'agriculture des pays en développement Membres et des Membres ayant récemment accédé à l'OMC ont été traités en vue de leur incorporation dans cette base de données. L'équipe de la base de données sur les listes tarifaires codifiées a également travaillé activement avec les Membres concernés afin de terminer les communications encore en suspens.
- La Division a obtenu un financement du Fonds global d'affectation spéciale et du Département britannique du développement international pour soutenir la diffusion prochaine de la BDI et de la base de données sur les listes tarifaires codifiées, ainsi que le projet de développement du logiciel d'analyse.
- Afin d'aider les Membres sur des questions liées aux négociations commerciales, la Division a rédigé une note d'information pour le Conseil du commerce des services, et un document suggérant de nouvelles techniques de compilation pour les statistiques sur les services de télécommunication. Elle a également contribué d'une manière importante à plusieurs documents de l'OMC portant sur les conditions d'accès aux marchés des PMA, par exemple. Elle a en outre préparé des séries de données complètes sur les événements nouveaux en matière de commerce des services dans les pays en développement pour un document du Comité du commerce et du développement.
- Un soutien a été apporté au Secrétariat et au grand public sous la forme de réponses données en temps opportun aux fréquentes demandes d'information. Au sein du Secrétariat, la Division a collaboré étroitement avec la Division du budget et des finances afin d'évaluer les contributions des Membres au budget de l'OMC, et a apporté son aide à un groupe spécial d'arbitrage.

c) Continuer de participer activement aux initiatives interinstitutions visant à améliorer la coordination, la coopération et la collaboration dans les domaines du commerce des marchandises et du commerce des services

- En 2001, la Division a coopéré d'une manière soutenue avec d'autres organisations internationales pour finaliser le "Manuel sur les statistiques du commerce international des services". Des efforts interorganisations coordonnés ont également été déployés dans le cadre du Projet commun relatif aux ensembles de données sur le commerce des marchandises et afin que les données soient communiquées en temps plus opportun à la base de données "Comtrade" de la DSNU. Cette plus grande collaboration s'est traduite par l'élaboration de plusieurs notes d'information et de documents techniques portant sur le commerce des marchandises et le commerce des services.
- La Division a participé activement aux réunions de l'équipe spéciale chargée des statistiques du commerce international, du Sous-Comité des activités statistiques du CAC, de la Conférence des statisticiens européens, à la réunion de l'OCDE sur les statistiques du commerce, aux réunions du Groupe de travail de l'OCDE sur la mondialisation, ainsi qu'à la réunion d'experts conjointe OCDE/Eurostat sur les statistiques du commerce des services.

Division de la coopération technique

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	2 120 800	2 147 339	(26 539)
	Personnel temporaire	365 000	137 287	227 713
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	12 100	10 335	1 765
	Matériel non durable	1 000	100	900
	Services contractuels Bureautique	0	0	0
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	0	0	0
	Missions de coopération technique	74 000	739 160	840
	Frais de représentation et de réception	1 200	1 175	25
Total		3 240 100	3 035 396	204 704

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de la coopération technique

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

L'année 2001 a été une année de transition pour la coopération technique de l'OMC et pour la Division. En juin 2001, la Direction générale a publié une circulaire énonçant les modalités de la réorganisation. Le processus de réorganisation a commencé en juin et s'est poursuivi jusqu'à la période qui a immédiatement précédé la Conférence ministérielle de Doha. Les objectifs spécifiques, en dehors du travail courant, sur lesquels s'est concentré le processus de réorganisation étaient les suivants:

- Réorganisation de la Division. Un nouvel organigramme a été approuvé par la Direction générale en décembre 2001.
- Développement de la communication avec les groupes informels (groupes consultatifs des PMA à l'OMC, Groupe africain de l'OMC et Groupe ACP).
- Interaction plus poussée avec les groupes informels à Doha, au cours de la Conférence ministérielle.
- Élaboration et adoption par les Membres de la Nouvelle stratégie de coopération technique de l'OMC pour la croissance et l'intégration. Cette nouvelle stratégie a été approuvée par le CCD le 19 octobre 2001 et par les ministres de l'OMC aux termes du paragraphe 38 de la Déclaration ministérielle de Doha.
- Refonte du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA et lancement à titre d'essai de la mise en œuvre du Programme pilote. On enregistre actuellement des progrès satisfaisants dans trois pays pilotes, à savoir le Cambodge, Madagascar et la Mauritanie. Du fait de ces progrès, le Cadre intégré remanié a été étendu à onze PMA.
- Classification et normalisation de la situation en ce qui concerne les Mémoires d'accord signés par l'OMC.
- Établissement du Comité de gestion de l'assistance technique afin d'assurer la cohérence et la coordination internes en matière d'assistance technique au sein du Secrétariat de l'OMC. À ce jour, le Comité a fonctionné efficacement en tant que mécanisme de coordination interne du Secrétariat de l'OMC pour les questions d'assistance technique.
- En dehors des objectifs susmentionnés fixés pour 2001, la Division a continué à fournir une assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés.

Les objectifs spécifiques du processus de réorganisation pour 2001 ont été atteints dans une très large mesure. Les effets de cette réorganisation se feront sentir davantage en 2002, comme le montrera le rapport pour 2002.

Audit de la coopération technique

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	183 200	174 460	8 740
	Personnel temporaire	18 000	0	18 000
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable			
	Matériel non durable			
	Services contractuels Bureautique			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	0	0	0
	Missions de coopération technique	60 000	58 306	1 694
	Frais de représentation et de réception	800	258	542
Total		262 000	233 024	28 976

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Audit de la coopération technique

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

Aucun objectif n'a été fixé pour 2001 en ce qui concerne l'Audit de la coopération technique (ACT), cette fonction n'ayant été établie qu'en février de cette année.

i) Les principales activités/principaux résultats de l'année ont été les suivants:

- Établissement de la fonction et du cadre administratif: fait.
- Familiarisation avec les programmes d'assistance technique de l'OMC: fait en partie, se poursuit.
- Consultations avec le Secrétariat et les Membres portant sur la nature de la fonction et visant à déterminer les attentes: fait.
- Élaboration d'une méthodologie pour la surveillance et l'évaluation de l'assistance technique: fait.
- Évaluation de dix activités par participation directe, avec présentation des rapports de retour de mission (RRM) correspondants, et d'environ 15 activités sur la base de rapports de retour de mission et de formulaires de rétro-information: fait.
- Consultations avec d'autres fournisseurs d'aide internationaux et nationaux pour déterminer l'adéquation de leurs systèmes d'évaluation: fait.
- Participation à environ quatre sessions du Comité du commerce et du développement, deux réunions du Sous-comité des PMA et plusieurs réunions du Comité de gestion de l'assistance technique.

Division des textiles

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	642 500	633 029	9 471
	Personnel temporaire	5 000	1 874	3 126
B. Dépenses d'administration	Matériel durable			
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
	Bureautique	1 000	0	1 000
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	13 000	10 283	2 717
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	296	504
	Divers			
Total		662 300	645 482	16 818

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division des textiles

Réalisation des objectifs de la Division des textiles fixés pour 2001

- i) Donner des conseils et des avis techniques sur les questions relatives aux textiles et sur la mise en œuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements aux Membres de l'OMC et aux pays en cours d'accession:
- Des entretiens ont eu lieu avec un certain nombre de pays en développement Membres intéressés et des renseignements techniques leur ont été fournis concernant les dispositions et le fonctionnement de l'ATV. Cette assistance a porté également sur des activités relevant d'autres accords (par exemple, règles d'origine, antidumping, etc.) en relation avec:
 - a) leur préparation et leur participation aux sessions du Conseil général sur les questions liées à la mise en œuvre et leur préparation en vue de la quatrième Conférence ministérielle;
 - b) l'examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape (1998-2001), qui a été effectué par le Conseil du commerce des marchandises;
 - c) l'élaboration de notifications concernant leurs listes de produits à intégrer lors de la troisième étape du processus de mise en œuvre de l'ATV; et
 - d) un certain nombre de questions en rapport avec les progrès accomplis dans le processus d'intégration au titre de l'ATV; ce que l'on pouvait escompter pour les années restantes (2002-2004); et, à plus long terme, l'incidence possible sur la structure des échanges après 2004.
 - Des entretiens ont également eu lieu avec des pays en voie d'accession concernant leurs obligations au titre de l'ATV et les avantages résultant pour eux de la libéralisation de l'accès aux marchés dans le cadre de l'ATV.
- ii) Assurer le secrétariat de l'Organe de supervision des textiles:
- Le Secrétaire de l'OSpT est un fonctionnaire de la Division des textiles; d'autres fonctionnaires de la Division apportent également un soutien à cet organe. L'OSpT s'est réuni 13 fois en 2001, parfois pendant plusieurs jours.
- iii) Fournir les services nécessaires aux groupes spéciaux chargés du règlement des différends, en coopération avec la Division des affaires juridiques:
- En 2001, une procédure de groupe spécial directement liée à l'ATV a été engagée; un fonctionnaire de la Division a assumé les fonctions de secrétaire du groupe spécial. La Division a aussi suivi de près les travaux des groupes spéciaux concernant des textiles et des vêtements auxquels des mesures de politique commerciale étaient appliquées au titre d'autres accords.

- iv) Maintenir des contacts étroits avec les autres divisions de l'OMC et participer aux activités de formation et de coopération technique de l'OMC:
- La Division a maintenu des relations avec les autres divisions dans un certain nombre de domaines concernant les textiles. Des contacts particulièrement étroits ont été maintenus avec la Division de l'accès aux marchés (règles d'origine et droits de douane visant les textiles et débats au sein du CCM, qui supervise la mise en œuvre de l'ATV), la Division des règles (antidumping, subventions et sauvegardes visant les textiles) et la Division des affaires juridiques (procédure de groupe spécial concernant une mesure prise au titre de l'ATV). En 2001, la Division a également été en contact étroit avec la Division des conférences ministérielles en relation avec les sessions du Conseil général sur la mise en œuvre et avec la préparation et la conduite de la quatrième Conférence ministérielle.
 - La Division des textiles a participé aux cours de politique commerciale organisés par l'Institut de formation en faisant des exposés sur les dispositions et le fonctionnement de l'ATV, ainsi que sur l'évolution du commerce international des textiles et des vêtements.
 - Dans le domaine de la coopération technique, la Division des textiles a participé en 2001 à des séminaires régionaux tenus au Guatemala et en Australie, à des conférences intergouvernementales au Brésil, en Chine et en Hongrie ainsi qu'à une conférence non gouvernementale aux Pays-Bas. Elle a aussi fait des exposés à un cours spécial organisé à Genève à l'intention des pays les moins avancés et participé à une vidéoconférence pour les membres de l'ALADI. Un fonctionnaire de la Division a effectué au Bangladesh une mission spéciale de coopération technique en matière d'assistance au titre de la balance des paiements.
- v) Maintenir une vaste base de connaissances sur l'évolution du commerce mondial des textiles et des vêtements et des politiques et mesures adoptées par les gouvernements dans ce domaine:
- Outre ses responsabilités particulières liées à la mise en œuvre de l'ATV, la Division des textiles maintient une vaste base de connaissances sur les politiques commerciales et les politiques économiques et sociales nationales des pays qui pratiquent le commerce des textiles à partir d'informations recueillies dans diverses publications et auprès de sources Internet. Les statistiques commerciales ont été compilées et interprétées de manière à faire apparaître les modifications de la structure des échanges ayant une incidence pour les Membres et sont destinées à être utilisées dans l'ensemble des activités susmentionnées de la Division.
- vi) Donner des renseignements et des avis aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, aux associations professionnelles et aux milieux universitaires:
- En 2001, la Division a collaboré avec des organisations intergouvernementales (CCI, CNUCED, FAO, BITV, CCIA) à la fois pour traiter des questions relatives au commerce des textiles en général et pour participer à des activités de coopération technique. Elle a également collaboré étroitement avec des organisations du secteur privé, en particulier avec des associations professionnelles régionales et internationales, afin de les informer de l'évaluation de la mise en œuvre de l'ATV et des activités générales de l'OMC. La Division a entretenu des contacts avec des universitaires, en présentant ses observations sur les documents qu'ils élaboraient et en échangeant des points de vue sur l'évolution dans le cadre de l'ATV.

Organe de supervision des textiles

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	308 900	308 872	28
	Personnel temporaire	10 000	5 570	4 430
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	800	810	(10)
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	7 800	7 715	85
	Missions de coopération technique	3 200	0	3 200
	Frais de représentation et de réception	17 000	15 392	1 608
Total		347 700	338 360	9 340

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Organe de supervision des textiles

Évaluation de la réalisation de l'objectif fixé pour 2001

- i) Veiller à ce que l'Organe de supervision des textiles (OSpT) fonctionne de manière efficace en lui accordant une assistance complète pour l'aider à s'acquitter des tâches qui lui incombent au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV):
 - En tant qu'organe permanent établi par l'ATV, l'OSpT a tenu 13 réunions en 2001, représentant au total 27 jours ouvrables. Conformément aux prescriptions de l'ATV le concernant, l'OSpT a considéré et examiné soigneusement toutes les notifications et communications qui lui ont été adressées et pris les mesures appropriées à leur égard. Un seul différend entre Membres concernés a été renvoyé à l'OSpT en 2001, mais celui-ci a dû examiner l'affaire deux fois en vertu des dispositions applicables de l'ATV. Les deux fois, l'OSpT a procédé à un examen approfondi, effectué une analyse détaillée, formulé un certain nombre de commentaires et d'observations avant de parvenir aux conclusions nécessaires et de formuler des recommandations appropriées. Ce faisant, l'OSpT a pleinement respecté les délais fixés par l'ATV et maintenu la transparence pour toutes les questions en rapport avec ses activités. En particulier, les rapports adoptés en ce qui concerne le différend contenaient tous les détails des arguments présentés par les Membres concernés et un résumé détaillé des différentes étapes de l'examen effectué par l'OSpT, ainsi que ses observations, constatations et recommandations et leurs justifications.
- ii) Aider l'OSpT à établir son rapport général sur la mise en œuvre de l'ATV pendant la deuxième étape du processus d'intégration (1998-2001), qui doit être adopté d'ici à la fin de juillet 2001:
 - L'OSpT a consacré en partie neuf de ses réunions à l'établissement de son rapport général. Les discussions ont porté sur les projets détaillés établis par le Président et le Secrétaire de l'OSpT. L'OSpT a également décidé de demander aux Membres de l'OMC de lui communiquer, aux fins de l'établissement de son rapport général, des notifications, renseignements ou observations concernant la mise en œuvre de dispositions particulières de l'ATV. Les communications reçues des Membres ont été requises dans toute la mesure du possible dans les parties pertinentes du rapport. Le rapport général (270 pages dans sa version française) a été adopté par consensus le 20 juillet 2001. Il est véritablement général en ce sens qu'il couvre la mise en œuvre de pratiquement chaque disposition de l'ATV et contient l'analyse, les commentaires et les observations détaillés de l'OSpT ainsi que ses recommandations. Ce rapport a été transmis par l'OSpT au Conseil du commerce des marchandises dans le délai prévu dans l'ATV, afin de l'aider dans la conduite de son deuxième examen majeur de la mise en œuvre de l'ATV. Au cours de l'examen effectué par le Conseil, les Membres de l'OMC ont reconnu que le rapport général de l'OSpT contenait des renseignements importants et constituait une contribution utile.
- iii) Fournir une assistance à l'OSpT dans le cadre de l'examen des programmes d'intégration pour la troisième étape de la mise en œuvre de l'ATV (2002-2004), qui doivent être notifiés à l'Organe pour le 31 décembre 2000 au plus tard:
 - L'examen des programmes d'intégration notifiés par les Membres a été inscrit à l'ordre du jour de toutes les réunions tenues en 2001 par l'OSpT. Pour faciliter l'examen de ces programmes d'intégration techniquement complexes, le Secrétariat a fourni à

l'OSpT des notes d'information et des analyses. Dans la plupart des cas, l'OSpT a demandé aux Membres qui avaient présenté des notifications des éclaircissements et, le cas échéant, une réévaluation concernant certains aspects particuliers de leurs programmes d'intégration respectifs. L'OSpT n'a pris note formellement de chaque programme d'intégration que lorsqu'il a été tout à fait convaincu que les prescriptions techniques pertinentes avaient été pleinement respectées. En 2001, l'OSpT a pris note au total de 36 programmes d'intégration notifiés par les Membres au titre de la troisième étape.

Division du commerce et de l'environnement

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 135 500	1 127 562	7 938
	Personnel temporaire	32 300	30 418	1 882
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	2 200	5 265	(3 065)
	Matériel non durable			
	Services contractuels	1 200	0	1 200
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	30 000	27 549	2 451
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	560	240
	Divers			
	Autres/ISO	60 000	59 067	933
Total		1 262 000	1 250 421	11 579

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du commerce et de l'environnement

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

1. Commerce et environnement

Objectifs

- Fournir les meilleurs services possibles au Comité du commerce et de l'environnement (CCE) pour exécuter le programme de travail convenu par les Ministres.
- Favoriser une meilleure compréhension des règles de l'OMC parmi les responsables de l'environnement ainsi que dans la "société civile". Cela vaut également pour les règles de l'OMC dans la mesure où elles se rapportent à des questions visées par les accords environnementaux multilatéraux ou en cours de négociation dans le cadre de tels accords.
- Contribuer à la préparation de la Conférence ministérielle de 2001.
- Fournir une assistance technique aux pays en développement, aux PMA et aux pays en transition.

Résultats

- Sensibilisation accrue aux liens entre commerce, environnement et développement durable.
- Amélioration du dialogue entre les décideurs en matière de commerce et d'environnement.
- Organisation efficace d'un symposium.

Comme prévu dans le programme de travail adopté par les Membres, le CCE s'est réuni trois fois en 2001.

Un séminaire régional a été organisé en août 2001 en Thaïlande à l'intention des pays en développement d'Asie, avec la participation de représentants des ministères/organismes chargés du commerce et de l'environnement. Une assistance technique a été également fournie sous la forme d'exposés dans les cours de politique commerciale et autres activités au siège de l'OMC.

Des fonctionnaires de la Division du commerce et de l'environnement ont assisté à un certain nombre de réunions: Conférence des parties aux AEM, Conseil d'administration et Réunion ministérielle du PNUE, réunions de travail de la CNUCED et du PNUE et Groupe de travail de l'OCDE sur le commerce et l'environnement. La Division a également participé à des séminaires/réunions financés par d'autres organisations.

La Division a participé activement à l'organisation des sessions pertinentes du symposium sur les ONG tenu en juillet 2001 et en a assuré le secrétariat.

En outre, des fonctionnaires de la Division ont participé très activement à la préparation de la Conférence ministérielle de Doha.

2. Obstacles techniques au commerce

Objectifs

- Fournir les meilleurs services possibles au Comité des obstacles techniques au commerce, de manière à contribuer à l'amélioration du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord OTC.
- Participer à la préparation de la Conférence ministérielle de 2001.
- Fournir une assistance technique aux pays en développement, aux PMA et aux pays en transition.

Activités et résultats additionnels escomptés

- Exécuter le programme de travail du Comité résultant du deuxième examen triennal. Il pourrait notamment s'agir d'améliorer encore le système de notification.
- Exécuter le programme de coopération technique du Comité OTC; compte tenu de l'accession de la Chine, le nombre de missions de coopération technique pourrait augmenter.
- Tenir une réunion spéciale sur les procédures relatives aux échanges de renseignements.
- Préparer la prochaine Conférence ministérielle et le nouveau cycle possible de négociations.

Résultats

- En 2001, le Comité OTC a tenu trois réunions, une réunion spéciale sur les procédures relatives aux échanges de renseignements et un certain nombre de consultations informelles.
- À la Conférence ministérielle de 2001, au sujet des questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, les Ministres ont pris un certain nombre de décisions concernant l'Accord OTC. Ils ont aussi invité instamment le Directeur général à poursuivre ses efforts de coopération avec les organisations compétentes pour aider les pays en développement à participer effectivement aux activités de normalisation internationales. Dans ce contexte, le Secrétariat a tenu en 2001 une réunion spéciale avec des représentants de ces organisations et fait une compilation de leurs communications pour l'information des Membres. Des activités de coopération, par exemple des ateliers spéciaux à l'intention des pays en développement, ont également été organisées avec un certain nombre de ces organisations.
- En 2001, le Secrétariat a organisé neuf activités d'assistance technique liée aux OTC à l'intention des pays en développement andins et d'Amérique centrale, d'Asie, d'Europe centrale et orientale, d'Afrique de l'Est, du Golfe et d'un certain nombre d'autres pays en développement, et il y a participé.
- Après le deuxième examen triennal, le Comité OTC a commencé à élaborer un programme de coopération technique fondé sur la demande; le Secrétariat a participé

aux travaux préparatoires, en vue d'élaborer un questionnaire pour une enquête et de rassembler des renseignements sur l'assistance technique.

- Les travaux de suivi ont également compris ce qui suit: i) des discussions sur les procédures en matière d'étiquetage et d'évaluation de la conformité qui sont susceptibles de conduire à une nouvelle clarification de l'Accord; et ii) l'examen d'un certain nombre de propositions visant à améliorer les procédures relatives aux échanges de renseignements et le système de notification.

3. OMC et OIT

Objectifs

Ainsi que l'ont relevé les Ministres à Singapour, "les Secrétariats de l'OMC et de l'OIT continueront de collaborer comme ils le font actuellement".

Résultats

- La Division du commerce et de l'environnement se tient au courant des faits nouveaux pertinents et assiste aux réunions de l'OIT, notamment à celles du Conseil d'administration, à la Conférence annuelle et aux réunions du Groupe de travail sur la dimension sociale de la libéralisation du commerce international, dans la mesure où les ordres du jour peuvent concerner des questions commerciales.
- Des fonctionnaires de la Division du commerce et de l'environnement ont assisté à deux réunions du Groupe de travail sur la dimension sociale de la libéralisation du commerce international ainsi qu'à la Conférence annuelle.
- La coopération entre Secrétariats s'est poursuivie de manière régulière.

Division du commerce et des finances

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	892 300	877 320	14 980
	Personnel temporaire	8 000	1 818	6 182
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	0	0	0
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
	Bureautique	0	0	0
C. Autres dépenses	Missions			
	Missions officielles	60 000	43 752	16 248
	Frais de représentation et de réception	800	353	447
Total		961 100	923 243	37 857

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du commerce et des finances

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Les réunions des organes dont la Division assure le secrétariat ont été tenues et menées à bien de manière satisfaisante; leurs résultats ont servi à la préparation de la Conférence ministérielle de Doha.

Les réunions suivantes ont été tenues en 2001:

- Comité des mesures concernant les investissements et liées au commerce: aucune réunion formelle n'a été tenue, mais plusieurs consultations informelles ont eu lieu au sujet de l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC.
 - Comité de la balance des paiements: deux réunions formelles.
 - Groupe de travail des liens entre commerce et investissement: trois réunions formelles.
 - Cohérence: deux réunions sur la cohérence ont été tenues, à savoir une réunion informelle du Conseil général et un séminaire informel (Manuel de la Banque mondiale).
- ii) Le rapport d'un groupe spécial chargé du règlement d'un différend a été établi sous la direction de la Division.
- iii) La Division a intensifié ses activités de coopération technique avec la CNUCED dans le domaine du commerce et de l'investissement et accru encore sa collaboration avec le personnel du FMI et de la Banque mondiale dans le cadre de ses travaux relatifs au mandat concernant la cohérence.
- iv) La Division a effectué 17 missions en 2001, y compris pour assister à des réunions de la Banque mondiale/du FMI.

Centre d'information sur le commerce international et Bibliothèque

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	102 300	102 345	(45)
	Personnel temporaire	0	0	0
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable			
	Matériel non durable			
	Services contractuels Bureautique			
C. Autres dépenses	Missions			
	Missions officielles			
	Frais de représentation et de réception	400	0	400
Total		102 700	102 345	355

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Centre d'information sur le commerce international et Bibliothèque

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

A. Centre d'information sur le commerce international

L'établissement du Centre a été annoncé le 5 juin 2001; il a pour objet d'améliorer les flux d'information entre l'OMC et ses Membres, les observateurs et d'autres pays désireux de faire partie de l'Organisation, garantissant ainsi leur pleine participation au système commercial multilatéral, par l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles stratégies de l'information reposant sur l'application de technologies de pointe.

Le 21 juin 2001, a été produit un document de stratégie pour l'établissement du Centre, qui indiquait les besoins en personnel et matériels pour faire fonctionner le centre, ainsi que le financement nécessaire pour fournir une connectivité à Internet complète aux PMA, aux pays ayant des capacités limitées et aux Membres n'ayant pas de représentation à Genève. Des sources pour financer ces besoins ont également été identifiées dans le cadre de cette stratégie, qui a été élaborée en coopération étroite avec un certain nombre de divisions.

Le Centre d'information consiste à la fois en un centre matériel et en un centre virtuel. Le 1^{er} août 2001, il a été annoncé qu'en raison du manque de place au CWR, il était quelque peu problématique de trouver des locaux appropriés pour le Centre et qu'il était improbable que le problème soit résolu avant novembre, date à laquelle la FIPOI devait mettre à la disposition de l'OMC un nouveau bâtiment annexe. Le financement mentionné plus haut n'a pas été autorisé.

Dans le cadre des discussions en cours entre les divisions les plus concernées par l'établissement d'une nouvelle page d'accueil pour les Membres (l'actuelle étant tenue à jour par la Division des services linguistiques et de la documentation), d'importants progrès ont été réalisés dans l'élaboration d'un prototype couvrant la plus grosse partie de la documentation utile aux Membres (c'est-à-dire documents en ligne, accès aux bases de données, statistiques du commerce, manuels de formation, publications).

Un rapport a également été établi le 27 septembre 2001 sur le fonctionnement de la Bibliothèque et les services qu'elle assure. Ce rapport, qui avait été demandé au moment où la création du Centre d'information était annoncée, comportait des recommandations sur les améliorations possibles de ces services.

B. Bibliothèque

Dans le cadre de la réorganisation annoncée le 14 décembre 2001, la Bibliothèque a fusionné avec le Centre d'information.

Objectifs

Une fois achevées l'installation et la mise en route du système informatique de la Bibliothèque - fin 2000, début 2001 - l'objectif sera de permettre au Secrétariat et au grand public d'avoir accès au catalogue et aux services de la Bibliothèque de l'OMC à partir de la page Web de l'OMC.

Réalisation

Le Secrétariat a accès au catalogue et aux services de la Bibliothèque de l'OMC par l'Intranet. Pour ce qui est du grand public, l'accès par la page Web de l'OMC avait dû être différé en raison de difficultés imprévues concernant les logiciels de la Bibliothèque et pour des questions de sécurité au CIC. Ces problèmes devraient être résolus dans les semaines à venir.

Division de l'examen des politiques commerciales

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	3 224 900	3 160 786	64 114
	Personnel temporaire	14 000	114 270	(100 270)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	11 000	9 990	1 010
	Matériel non durable	0	100	(100)
	Services contractuels Bureautique	1 000	0	1 000
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	260 000	242 123	17 877
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	95	705
Total		3 511 700	3 527 365	(15 665)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division de l'examen des politiques commerciales

Évaluation concernant la réalisation des objectifs fixés pour 2001

Comme cela est indiqué dans le document WT/BFA/SPEC/49, les objectifs de la Division sont les suivants: établir des rapports pour les réunions de l'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC), y compris les rapports du Secrétariat sur les Membres concernés et le tour d'horizon annuel du Directeur général concernant l'évolution des politiques commerciales, et assurer le secrétariat des réunions de l'Organe; participer à l'élaboration du rapport annuel de l'OMC; et coopérer avec la Division de la coopération technique à des activités visant à intégrer le commerce dans l'élaboration de la politique économique, en particulier pour ce qui est du Cadre intégré.

À ces fins, en coopération avec les Membres, un programme d'examen des politiques commerciales a été établi pour 2001; il est également prévu que la Division travaille à l'élaboration de son programme pour 2002 (avec les Membres concernés, dont la liste figure à la page 169 du document WT/BFA/SPEC/49); le tour d'horizon annuel du Directeur général a été planifié en vue de sa distribution à la quatrième Conférence ministérielle et de son examen par l'OEPC le 20 décembre 2001; et les détails d'un plan de coopération technique (pour les Membres appartenant à l'OEPC, Haïti, le Malawi, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie) ont été établis conjointement avec la Division de la coopération technique.

Le résultat escompté de ce plan de travail était l'achèvement en temps opportun du programme (WT/BFA/SPEC/49).

Résultats

- i) Le programme de l'OEPC a été mené à bien, comme prévu. Quinze examens, concernant 20 Membres, ont été effectués, ce qui constitue le programme d'examen le plus ambitieux exécuté à ce jour. Ces examens ont nécessité 30 réunions et leur préparation 22 missions.
- ii) Le tour d'horizon annuel du Directeur général concernant l'évolution de l'environnement commercial international a été achevé comme prévu et établi sous la forme d'une publication pour la Conférence ministérielle; l'OEPC s'est réuni pour en discuter le 20 décembre 2001. Le tour d'horizon s'est écarté de la pratique antérieure en ce sens qu'il traitait aussi d'un certain nombre de sujets d'actualité concernant le système commercial: régionalisme, droits de propriété intellectuelle et médicaments, accessions et rôle des pays en développement dans le système commercial. La rédaction du tour d'horizon a été menée en coopération avec un certain nombre de divisions, en particulier la Division de la recherche et de l'analyse économiques.
- iii) En coopération avec la Division de la coopération technique, des séminaires sur l'intégration/les examens des politiques commerciales ont été organisés (à Sainte-Lucie) pour les Membres appartenant à l'OEPC, Haïti et les Membres d'Afrique orientale (Malawi, Ouganda, Tanzanie et Zambie). Pour aider les autorités à préparer l'examen de la politique commerciale de leur pays, des missions préparatoires "préliminaires" ont également été organisées dans chacun des pays Membres mentionnés plus haut ainsi qu'au Cameroun et au Gabon; ces missions ont été effectuées en coopération avec la Division de la coopération technique.

Institut de formation

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	858 700	872 120	(13 420)
	Personnel temporaire	21 000	50 303	(29 303)
B. Dépenses d'administration	Bâtiments et installations			
	Matériel durable	30 500	7 729	22 771
	Matériel non durable			
	Services contractuels			
	Bureautique	1 320	978	342
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles			
	Missions de coopération technique	20 000	7 511	12 489
	Cours de politique commerciale	1 490 000	1 362 569	127 431
	Frais de représentation et de réception	9 000	9 020	(20)
Total		2 430 520	2 310 229	120 291

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Institut de formation

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

Les Membres se souviendront qu'en juin 2001, le Directeur général a décidé que la Division de la formation du Secrétariat serait réorganisée pour devenir l'Institut de formation de l'OMC. Les activités de la Division ont en conséquence été étendues au-delà des cours traditionnels de politique commerciale de 12 semaines pour inclure la formation des formateurs, une gamme diversifiée de cours de politique commerciale de courte durée, des services de téléenseignement et la coopération avec les universités et autres établissements d'enseignement pour l'élaboration de programmes d'études sur l'OMC et les questions liées au commerce.

C'est ainsi qu'en juillet 2001, l'Institut de formation a défini des objectifs additionnels pour les "nouvelles activités" que la décision de juin lui prescrivait d'exécuter. On notera qu'aucune ressource supplémentaire (financière et/ou humaine) n'avait été allouée à l'époque à l'Institut à cette fin.

Ce n'est que le 12 décembre 2001 que le Conseil général, s'inspirant du Programme de Doha pour le développement qui a été adopté lors de la quatrième session de la Conférence ministérielle, a approuvé une prévision budgétaire révisée portant entre autres sur le doublement des capacités de formation au cours d'une année de transition, qui devait en principe permettre à l'Institut de devenir pleinement opérationnel en 2003. Ainsi qu'il est indiqué dans le budget approuvé, ce doublement ne devait concerner que le nombre de cours de politique commerciale de trois mois, lequel était porté de trois à six par an.

Il convient de garder à l'esprit ces faits nouveaux, intervenus au cours du deuxième semestre de 2001, dans l'évaluation de la réalisation des objectifs fixés initialement pour 2001.

- i) Les objectifs initialement fixés pour 2001 ont été réalisés comme suit:
 - Trois cours de politique commerciale de 12 semaines ont été organisés et tenus à Genève à l'intention des fonctionnaires de pays en développement. À la fin du cycle de deux ans (2000-2001), 89 pour cent du nombre total de pays/territoires douaniers admis à en bénéficier (153) s'étaient vu offrir au moins une bourse ou avaient eu accès aux cours en tant qu'auditeurs à financement autonome. Un système modernisé d'évaluation a été utilisé régulièrement par l'Institut de formation pour évaluer la qualité de la formation dispensée et adapter le programme de cours à l'évolution des besoins. On peut obtenir sur demande auprès de l'Institut de formation les rapports d'évaluation détaillés concernant chaque cours.
- ii) En ce qui concerne les nouvelles fonctions attribuées à l'Institut de formation par la décision de juin 2001, les résultats suivants ont été obtenus:
 - La première phase d'un projet de formation de formateurs a été élaborée, dont l'objet est de former aux techniques de formation les fonctionnaires de l'OMC qui participent aux activités de formation ou d'assistance technique. À la suite d'un appel d'offres international, une société a été retenue pour donner une série de cours de trois jours auxquels participeraient jusqu'à 160 fonctionnaires de l'OMC chargés d'élaborer et d'assurer des activités de formation et de coopération technique. Le financement de ce projet a été assuré grâce au Fonds de soutien aux programmes et sa mise en œuvre a commencé en février 2002.

- Dans le domaine du téléenseignement, un projet a été élaboré à la fin de 2001 afin de permettre le lancement en 2002 d'un cours pilote sur Internet. Un appel d'offres international a permis d'identifier une société, qui a été chargée d'élaborer le projet pilote avec l'Institut de formation et les autres divisions concernées de l'OMC. Le financement en a été assuré sur le budget ordinaire pour 2002, adopté en décembre 2001. Le projet pilote sera lancé en avril/mai 2002.
- Un certain nombre de contacts ont été établis avec des partenaires potentiels dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Secrétariat de l'OMC et le monde universitaire, en particulier dans les pays en développement. En raison de l'absence de financement, aucun programme d'activités conjointes n'a encore été mené, si ce n'est pour identifier les domaines potentiels d'intérêt et de coopération.
- En application de l'article 27:3 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, l'Institut de formation a organisé et mené, en coopération avec la Division des affaires juridiques et le secrétariat de l'Organe d'appel, un stage spécialisé d'une semaine sur les règles et procédures en matière de règlement des différends. On a veillé en particulier à assurer la complémentarité entre cette activité et les autres activités de formation de l'Institut au siège de l'OMC. On peut obtenir sur demande auprès de l'Institut de formation un rapport d'évaluation détaillé sur ce stage.
- Il n'aurait pas été possible de mener à bien le programme de cours et d'élaborer de nouveaux projets sans la participation active des divisions opérationnelles de l'OMC, d'autres organisations internationales opérant dans des domaines liés à l'OMC ainsi que des Membres qui continuent de soutenir les activités de formation.

Division du commerce des services

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 681 000	1 698 189	(17 189)
	Personnel temporaire	61 000	82 415	(21 415)
B. Dépenses d'administration				
	Matériel durable	4 000	0	4 000
	Matériel non durable			
	Services contractuels Bureautique			
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel			
	Missions			
	Missions officielles	34 500	34 329	171
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	800	800	0
Total		1 781 300	1 815 732	(34 432)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Division du commerce des services

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

Les objectifs de la Division ont été essentiellement les mêmes qu'en 2000. L'année 2001 a marqué la deuxième année du nouveau cycle de négociations sur les services. Il y a eu des négociations sur de nouveaux engagements dans tous les secteurs de services ainsi que sur de nouvelles disciplines au titre de l'AGCS, y compris des éclaircissements sur certains aspects de l'Accord lui-même. Les négociations ont eu lieu à la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services et une partie ou la totalité des quatre comités subsidiaires y ont participé. La Division a apporté un soutien à tous ces organes.

Les objectifs de la Division ont été pleinement atteints en 2001. L'adoption des nouvelles lignes directrices pour les négociations a été un aboutissement majeur qui a permis de faire progresser les négociations d'une manière tout à fait significative. La préparation de la Conférence ministérielle de Doha a été nettement facilitée par les lignes directrices et le bon déroulement des négociations. Le texte sur les services qu'il a été proposé d'inclure dans la Déclaration ministérielle a été adopté tel quel.

La Division a continué d'apporter un soutien au Conseil du commerce des services, à la Session extraordinaire du Conseil du commerce des services et aux autres organes établis dans le cadre de l'AGCS:

- le Comité des services financiers;
- le Groupe de travail de la réglementation intérieure (pour l'élaboration des disciplines prévues à l'article VI:4);
- le Groupe de travail des règles de l'AGCS (pour l'élaboration des disciplines relatives aux subventions et aux marchés publics de services, et aux sauvegardes si les négociations en la matière ne sont pas terminées d'ici à décembre 2000);
- le Comité des engagements spécifiques.

La Division a également:

- fourni un soutien aux groupes de travail de l'accession de nouveaux Membres en ce qui concerne les services;
- continué à participer activement aux activités de coopération technique. La Division a entièrement organisé 17 missions de coopération technique, pour lesquelles elle a également fourni le personnel nécessaire. Des membres de la Division ont participé à 29 missions organisées par d'autres organisations;
- mené d'autres activités visant à expliquer l'AGCS au public et à fournir des avis et une assistance aux délégations à Genève;
- surveillé la mise en œuvre de l'AGCS en ce qui concerne les notifications et la mise en œuvre des engagements existants et nouveaux;
- renforcé les connaissances de la Division concernant certains secteurs de services et mis à disposition de tous les Membres la base de données sur CD-ROM;

- fourni un soutien à la Direction générale et la renseigner en ce qui concerne toutes les questions relatives aux services;
- maintenu et élargi les contacts avec les organisations du secteur privé.

Les travaux de la Division se sont traduits principalement par des progrès significatifs, essentiellement par un travail technique visant à contribuer à la réalisation de l'objectif établi à l'article XIX, à savoir élever progressivement le niveau de libéralisation. Toutefois, dans certains domaines de l'élaboration des règles, qui sont considérés par les Membres comme facilitant la négociation des engagements spécifiques, le délai pour les négociations sur les mesures de sauvegarde a été prorogé jusqu'au 15 mars 2002. La date d'achèvement de l'examen de l'Annexe sur les services de transport aérien n'a pas encore été arrêtée par les Membres, mais des progrès très importants ont été faits en vue de le mener à terme.

Les travaux effectués dans le domaine de l'assistance technique ont conduit à une plus grande participation des pays en développement, notamment les plus petits et les moins avancés d'entre eux, aux négociations et à tous les aspects du commerce des services.

Organe d'appel et son secrétariat

Partie	Chapitre	Budget	Dépenses	Solde
A. Années de travail*	Traitements	1 879 900	1 954 043	(74 143)
	Personnel temporaire	108 500	123 330	(14 830)
B. Dépenses d'administration				
	Communications	6 500	7 696	(1 196)
	Bâtiments et installations	21 000	14 193	6 807
	Matériel durable	89 100	59 264	29 836
	Matériel non durable	17 700	14 927	2 773
	Services contractuels	18 000	15 703	2 297
C. Autres dépenses	Dépenses générales de personnel	8 400	52 184	(43 784)
	Missions			
	Missions officielles	9 300	4 511	4 789
	Missions de coopération technique			
	Frais de représentation et de réception	1 000	632	368
	Divers			
	Membres de l'Organe d'appel			
	Bibliothèque	3 400	5 435	(2 035)
	Information du public	0	35	(35)
	Autres	615 200	645 278	(30 078)
Total		2 778 000	2 897 232	(119 232)

* Y compris les fonctionnaires de rang supérieur.

Organe d'appel et son secrétariat

Évaluation de la réalisation des objectifs fixés pour 2001

- i) Permettre à l'Organe d'appel de connaître des appels concernant des rapports de groupes spéciaux et de statuer à leur sujet conformément aux dispositions du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends.

Au cours de l'année 2001, l'Organe d'appel a examiné les 12 appels suivants:

Appels:

Reportés de 2000:

- 23 octobre: *Communautés européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant;*
- 23 octobre: *Thaïlande - Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutrelles en H en provenance de Pologne;*
- 1^{er} décembre: *Communautés européennes - Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde.*

Formés en 2001:

- 31 janvier: États-Unis - Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie;
- 25 avril: États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon;
- 9 juillet: États-Unis - Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan;
- 23 juillet: États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes - Recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord par la Malaisie;
- 24 juillet: Mexique - Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis - Recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord par les États-Unis; et
- 4 septembre: Canada – *Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers - Recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord par la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.*

Formés en 2001 et reportés en 2002:

- 4 octobre: États-Unis - Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits;

- 15 octobre: États-Unis - Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger", recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord par les Communautés européennes; et
 - 19 novembre: États-Unis - Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de *tubes et tuyaux de qualité carbone soudés de section circulaire en provenance de Corée*.
- ii) Continuer à assurer de façon efficace et indépendante des services de secrétariat et d'appui pour aider l'Organe d'appel dans l'accomplissement de sa tâche:
- Alors que le nombre d'appels et d'arbitrages ne cesse de croître, le Secrétariat a continué de fournir un appui administratif et juridique à la fois efficace et indépendant à l'Organe d'appel.
 - Cinq nouveaux postes de juristes ont été ajoutés aux effectifs du Secrétariat pour lui permettre de continuer de fournir un appui administratif et juridique à la fois efficace et indépendant à l'Organe d'appel.
- iii) Gérer de manière efficace et efficiente un volume de travail en augmentation, tout en maintenant un niveau de qualité élevé dans les rapports de l'Organe d'appel.
- Voir le point ii) ci-dessus.
- iv) Exécuter de façon efficace et efficiente les autres tâches (par exemple, les arbitrages au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord) que les Membres de l'OMC ont confiées à l'Organe d'appel ou à ses membres:
- Des membres de l'Organe d'appel ont été désignés pour les cinq arbitrages suivants au titre de l'article 21:3 c) du Mémorandum d'accord:

Arbitrages:

Reportés de 2000:

- 22 novembre: États-Unis - Article 110 5) de la Loi des États-Unis sur le droit d'auteur;
- 19 décembre: *États-Unis - Loi antidumping de 1916*;

Désignation d'un arbitre en 2001:

- 10 janvier: Canada - Durée de la protection conférée par un brevet
 - 12 juin: Argentine - Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis; et
 - 6 décembre: États-Unis - Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon (reporté en 2002).
-